

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 1167

8 mai 2014

SOMMAIRE

Abic Holding S.A.-SPF	55971	BRO S.A.	55976
Absolu Digital S.A.	55972	Canaccord Genuity Wealth (Luxembourg)	
Acelux S.A., S.P.F.	55973	S.A.	56016
AEIF Apollo S.à r.l.	55973	Casto S.A.	56001
Altmunster Investment S.A.	55974	Casto S.A., SPF	56001
Applications Informatiques S.A.	55975	Chrysalis Investment S.A.	55973
Aquarius International S.A.	56014	EPF Acquisition Co 13 S.à r.l.	55971
Arepo 99 S.à r.l.	55970	EPF Acquisition Co 14 S.à r.l.	55972
Barclays Luxembourg Holdings S.à r.l. ...	55974	GBF SICAV-SIF	56002
BELVAL 5 Nord S.A.	55975	Gladius 1	55977
Benelux Taxis S.à r.l.	55976	Gladius 2	55989
Berlys Aviation S.A.	55976	Monterey Holdings I Sàrl	56015
Berlys S.C.A.	55970	Pixel Invest S.à r.l.	55972
Bhoutan 4 S.A.	55976	R Channel S.à r.l.	55974
BO & Mian Properties S.C.A.	56016	Regata Investments S.A.	55970
Bridel Capital S.A.	55975	Vitanutrics Luxembourg Sàrl	55971
Broadband Investments II S.à r.l.	55975		

Regata Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 1, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 20.859.

Société constituée le 4 octobre 1983 par Maître Schwachtgen, acte publié au Mémorial C n° 315 le 9 novembre 1983.

Les statuts ont été modifiés le 4 février 1985 par Maître Schwachtgen (Mém C n° 84 du 23.03.85), le 29 juillet 1992 par Maître Neuman (Mém C n° 560 du 01.12.92), le 20 décembre 1996 (Mém C n° 237 du 15.05.97), le 14 décembre 1998 (Mém C n° 151 du 09.03.99) et le 9 octobre 2000 (Mém C n° 266 du 13.04.01) et le 1^{er} octobre 2010 par Me Henri Hellinckx (Mém C n° 2499 du 18.11.2010).

EXTRAIT

Il résulte d'une Assemblée générale tenue le 14 février 2014 que:

La démission de l'administrateur Madame Geneviève Depiesse est acceptée.

L'assemblée désigne comme nouvel administrateur Monsieur Cédric SCHIRRER, avocat à la Cour, demeurant professionnellement à L-1528 Luxembourg, 10A, boulevard de la Foire. Son mandat prendra fin lors de l'Assemblée générale à tenir en 2019.

Pour extrait

Signature

Le Mandataire

Référence de publication: 2014035559/21.

(140040116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2014.

Arepo 99 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 2.162.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 47, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 170.638.

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 2 octobre 2012:

- Nomination de M. Ramzi Hijazi, résidant professionnellement au Via Pompei 5, 00183 Rome, Italie, né le 16 novembre 1967 à Beyrouth, Liban, en qualité de gérant avec effet au 14 août 2012 et pour une durée indéterminée (en remplacement de M. Fabio Candeli, démissionnaire).

Extrait des résolutions prises par l'associé unique de la Société en date du 6 mars 2014:

- Nomination de M. Frits Carlsen, résidant professionnellement au 47, avenue John F. Kennedy, L-1855, Luxembourg, Grand Duché de Luxembourg, né le 4 septembre 1958 à Copenhague, Danemark en qualité de gérant avec effet au 20 janvier 2014 et pour une durée indéterminée (en remplacement de M. Jens Hoellermann, démissionnaire).

Le conseil de gérance se compose dorénavant comme suit:

- M. Ramzi Hijazi, gérant
- M. Frits Carlsen, gérant
- M. Ian Kent, gérant

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014035734/21.

(140040883) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Berlys S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.

R.C.S. Luxembourg B 55.432.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale ordinaire le 07 juin 2013

Le mandat de la société PRICEWATERHOUSECOOPERS comme Réviseur d'entreprises agréée est renouvelé pour une nouvelle période de 1 an.

Pour la société

BERLYS S.C.A.

Référence de publication: 2014035779/12.

(140040870) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Vitanutrics Luxembourg Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-7241 Bereldange, 202, route de Luxembourg.

R.C.S. Luxembourg B 51.636.

Cession de parts

La soussignée MARCHANT Marie-Katia demeurant B-1470 GENAPPE Chemin de l'Afer, 4 déclare par la présente céder à Madame KUCZEK Anna demeurant B-1380 LASNE Chemin du Moulin, 1 C, la pleine propriété de 250 (deux cent cinquante) parts sociales de la société VITANUTRICS Luxembourg Sarl dont le siège est à L-7241 BERELDANGE Route de Luxembourg, 202 pour le prix total de 3.000,00 euros (trois mille euros).

La soussignée STICHELMANS Kathleen demeurant B-1380 LASNE Chemin du Moulin, 1 déclare par la présente céder à Monsieur MARCHANT Frédéric demeurant B-1380 LASNE Chemin du Moulin, 1 C, la pleine propriété de 124 (cent vingt quatre) parts sociales de la société VITANUTRICS Luxembourg Sarl dont le siège est à L-7241 BERELDANGE Route de Luxembourg, 202 pour le prix total de 1.488,00 euros (mille quatre cent quatre vingt huit).

La soussignée STICHELMANS Kathleen demeurant B-1380 LASNE Chemin du Moulin, 1 déclare par la présente céder à Madame KUCZEK Anna demeurant B-1380 LASNE Chemin du Moulin, 1 C, la pleine propriété de 126 (cent vingt six) parts sociales de la société VITANUTRICS Luxembourg Sarl dont le siège est à L-7241 BERELDANGE Route de Luxembourg, 202 pour le prix total de 1.512,00 euros (mille cinq cent douze).

Les cessionnaires déclarent avoir parfaite connaissance des statuts de la société et de sa situation financière.

Les cédants donnent quittance aux cessionnaires en espèces.

Marchant Marie-Katia / Madame STICHELMANS Kathleen

Les cédants

Madame KUCZEK Anna / Monsieur MARCHANT Frédéric

Les cessionnaires

Référence de publication: 2014035630/26.

(140040303) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2014.

Abic Holding S.A.-SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2538 Luxembourg, 1, Nicolas Simmer.

R.C.S. Luxembourg B 20.706.

Extrait du procès-verbal de la réunion du conseil d'administration tenue au siège social en date du 24 février 2014

Il résulte de la réunion du Conseil d'Administration qui s'est tenue le 24 février 2014 que le siège social de la Société est transféré du 49, route d'Arlon L-1140 Luxembourg au 1, rue Nicolas Simmer, L-2538 Luxembourg, avec effet immédiat.

Pour ABIC HOLDING S.A.-SPF

Signatures

Administrateur / Administrateur

Référence de publication: 2014035741/13.

(140040664) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

EPF Acquisition Co 13 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 185.010.

Extrait du contrat de vente et d'achat de parts sociales signé à Luxembourg en date du 4 mars 2014

En date du 4 mars 2014, la société Apollo EPF II Partnership a revendue ses douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune détenues dans la société EPF Acquisition Co 13 S.à r.l. à la société Oracle REO Holdco S.à r.l..

La société Oracle REO Holdco S.à r.l. détient douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) de la société EPF Acquisition Co 13 S.à r.l. et en est, dès lors, l'associé unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014035845/15.

(140040646) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Absolu Digital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 8, Porte de France.
R.C.S. Luxembourg B 148.723.

—
EXTRAIT

Veillez noter la nouvelle adresse de Monsieur Julien LOPIZZO, administrateur de la Société:

164, rue commandant Charcot
69005 Lyon
France

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014035742/13.

(140041061) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Pixel Invest S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2346 Luxembourg, 20, rue de la Poste.
R.C.S. Luxembourg B 124.508.

—
EXTRAIT

Suivant résolution en date du 4 mars 2014, les associés de la Société ont accepté la démission de M. Steven Deurloo de son poste de gérant de catégorie A de la Société avec effet au 31 décembre 2013.

Par résolution des associés de la Société prise en date du 4 mars 2014, il a été décidé de nommer pour une durée indéterminée et avec effet au 31 décembre 2013:

- Luxembourg Corporation Company S.A., une société anonyme ayant son siège social sis au 20, Carre Bonn, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 37.974, en qualité de gérant de catégorie A de la Société; et

- T.C.G. Gestion S.A., une société anonyme ayant son siège social sis au 20, Carre Bonn, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, enregistrée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 67.822, en qualité de gérant de catégorie B de la Société.

Il en résulte que le conseil de gérance de la Société se compose comme suit:

- Luxembourg Corporation Company S.A., gérant de catégorie A; et
- T.C.G. Gestion S.A., gérant de catégorie B.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 6 mars 2014.

Pour la Société

Signature

Référence de publication: 2014035712/26.

(140040309) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2014.

EPF Acquisition Co 14 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 185.013.

—
Extrait du contrat de vente et d'achat de parts sociales signé à Luxembourg en date du 4 mars 2014

En date du 4 mars 2014, la société Apollo EPF II Partnership a revendue ses douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) chacune détenues dans la société EPF Acquisition Co 14 S.à r.l. à la société Oracle REO Holdco S.à r.l..

La société Oracle REO Holdco S.à r.l. détient douze mille cinq cents (12.500) parts sociales sous forme nominative, d'une valeur nominale d'un Euro (EUR 1.-) de la société EPF Acquisition Co 14 S.à r.l. et en est, dès lors, l'associé unique.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2014035846/15.

(140040645) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Acelux S.A., S.P.F., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 80.924.

CLÔTURE DE LIQUIDATION

Extrait

Il résulte d'un acte reçu par Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg, en date du 11 février 2014, enregistré à Luxembourg, le 20 février 2014, LAC/2014/8064.

Qu'a été prononcée la clôture de la liquidation de la Société anonyme «ACELUX S.A., S.P.F.», ayant son siège social à L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II, constituée suivant acte notarié en date du 20 février 2001 publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 847 du 5 octobre 2001. Les statuts en ont été modifiés en dernier lieu suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 13 décembre 2010, publié au Mémorial, C, numéro 536 du 22 mars 2011.

La société a été mise en liquidation suivant acte reçu par le notaire soussigné, en date du 23 décembre 2013.

Les livres et documents sociaux seront déposés et conservés pendant une durée de cinq ans à partir du 11 février 2014, à l'ancien siège social L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 mars 2014.

Référence de publication: 2014035743/21.

(140040949) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

AEIF Apollo S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 13.750,00.

Siège social: L-2180 Luxembourg, 6, rue Jean Monnet.
R.C.S. Luxembourg B 129.005.

Extrait des résolutions du 22 novembre 2013

Il résulte d'une cession de parts sociales effectuée en date du 22 novembre 2013 sous seing privé que:

- l'associé unique AEIF Malta (Brisa) Limited, une société à responsabilité limitée de droit maltais dont le siège social est établi au 171 Old Bakery Street, 1455 Valletta, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés Maltais sous le numéro C 41668, a cédé la totalité de ses 550 parts sociales de la Société à:

- la société AEIF LH Sub 01 S.à r.l., une société à responsabilité limitée de droit luxembourgeois dont le siège social est établi au 6, rue Jean Monnet, L- 2180 Luxembourg, enregistrée au Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B 129.918

En conséquence, les 550 parts de la Société sont réparties comme suit:

- 550 parts sociales détenues par AEIF LH Sub 01 S.à r.l.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 5 février 2014.

Stéphanie CHERY.

Référence de publication: 2014035746/20.

(140041075) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Chrysalis Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1840 Luxembourg, 40, boulevard Joseph II.
R.C.S. Luxembourg B 88.616.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

COMPAGNIE FINANCIERE DE GESTION LUXEMBOURG S.A.
Boulevard Joseph II
L-1840 Luxembourg
Signature

Référence de publication: 2014035813/13.

(140041195) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Altmunster Investment S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1123 Luxembourg, 11, Plateau Altmünster.
R.C.S. Luxembourg B 107.260.

—
Extrait de la résolution prise par le conseil d'administration en date du 14 février 2014

Le conseil d'administration nomme comme administrateur-délégué, avec pouvoir de gestion journalière sous sa seule signature, Monsieur Serge LIBENS, demeurant au 11, Plateau Altmünster, L-1123 Luxembourg.

La durée de son mandat d'administrateur-délégué prendra fin lors de l'assemblée générale devant approuver les comptes au 31 décembre 2012 qui se tiendra exceptionnellement en 2014.

Pour extrait conforme

Luxembourg, le 19 février 2014.

Référence de publication: 2014035749/14.

(140040702) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Barclays Luxembourg Holdings S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: GBP 140.010,00.

Siège social: L-2520 Luxembourg, 9, allée Scheffer.

R.C.S. Luxembourg B 173.933.

—
Il résulte du procès-verbal des résolutions adoptées par le Conseil de Gérance de la Société au siège social en date du 7 mars 2014, la décision de nommer un nouveau gérant.

Nom: Moses Prenom(s): Adam Julian

Née le: 10 janvier 1970

à Hemel Hempstead (UK)

Adresse professionnelle: 9, allée Scheffer

L-2520 Luxembourg

Date de nomination: 7 mars 2014

Durée: indéterminée

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 7 mars 2014.

Certifié conforme et sincère

Pour la Société

Manfred Zisselsberger

Gérant

Référence de publication: 2014035764/23.

(140040999) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

R Channel S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2330 Luxembourg, 128, boulevard de la Pétrusse.

R.C.S. Luxembourg B 183.718.

—
Extrait des décisions de l'Assemblée générale extraordinaire des associés tenue au siège social de la société en date du 04 mars 2014

L'Assemblée a décidé:

- D'accepter la démission de Monsieur Benoît de CARBONNIERES de ses fonctions de gérant de la Société.

- De nommer aux fonctions de gérant de la Société, Madame Marie-Astrid PROVE épouse de CARBONNIERES, né à Chambrey-Les-Tours, le 16/09/1983, résidante 36 rue de Luxembourg L-8077 Bertrange, Luxembourg pour une durée indéterminée.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme

Un mandataire

Référence de publication: 2014036058/17.

(140040847) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Applications Informatiques S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1118 Luxembourg, 23, rue Aldringen.
R.C.S. Luxembourg B 138.889.

—
A l'issue de l'Assemblée Générale Ordinaire du 15 décembre 2011 les organes de la société se composent comme suit:

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Monsieur Valerio RAGAZZONI, né le 16 août 1943 à Lezzeno (I), demeurant à L-1118 Luxembourg - 23, rue Aldringen.
Madame Andrea THIELENHAUS, née le 25 mars 1963 à Cologne (D), demeurant professionnellement à L-1660 Luxembourg - 70, Grand-rue.

Monsieur Gerhard NELLINGER, né le 22 avril 1949 à Trèves (D), demeurant professionnellement à L-1660 Luxembourg - 70, Grand-rue.

COMMISSAIRE AUX COMPTES

AUTONOME DE REVISION, immatriculée sous E955, établie à L-1660 Luxembourg - 70, Grand-rue.
Jusqu'à l'Assemblée Générale Ordinaire qui se tiendra sur l'exercice au 31.12.2015.

Luxembourg, le 10/03/2014.

Pour extrait conforme et sincère

Référence de publication: 2014035753/20.

(140040718) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Bridel Capital S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1660 Luxembourg, 30, Grand-rue.
R.C.S. Luxembourg B 169.647.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 10 mars 2014.

Référence de publication: 2014035770/10.

(140041053) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Broadband Investments II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 256.213.441,21.

Siège social: L-1882 Luxembourg, 5, rue Guillaume Kroll.
R.C.S. Luxembourg B 171.950.

—
Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 7 mars 2014.

Référence de publication: 2014035771/10.

(140040815) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

BELVAL 5 Nord S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5280 Sandweiler, Zone Industrielle Rolach.
R.C.S. Luxembourg B 133.318.

EXTRAIT

La société BELVAL 5 Nord S.A., établie et ayant son siège social à Z.I. Rôlach L-5201 Sandweiler, inscrite au registre de commerce de Luxembourg, section B, sous le numéro 133318 a pris connaissance du changement d'adresse du commissaire aux comptes:

Premium Advisory Partners S.A. 13-15 Breedewues L-1259 Senningerberg

Senningerberg, le 4 mars 2014.

Pour la société

Référence de publication: 2014035776/14.

(140040728) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Benelux Taxis S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 218, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 24.165.

Les comptes annuels au 31 décembre 2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2014035777/10.

(140040887) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Bhoutan 4 S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2557 Luxembourg, 18, rue Robert Stümper.
R.C.S. Luxembourg B 99.721.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

BHOUTAN 4 S.A.

Référence de publication: 2014035780/10.

(140040765) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Berlys Aviation S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2311 Luxembourg, 3, avenue Pasteur.
R.C.S. Luxembourg B 98.465.

Extrait des résolutions prises lors de l'assemblée générale du 07 juin 2013

Le mandat des Administrateurs de la Catégorie B et du Réviseur d'entreprises agréée sont venus à échéance.

Messieurs Jean-Marie BODEN avec adresse professionnelle au 45, route d'Arlon à L-1140 Luxembourg et Dominique MOINIL avec adresse au 3, Avenue Pasteur, L-2311 Luxembourg, sont réélus Administrateurs de Catégorie B pour une nouvelle période de 1 an.

La société PRICEWATERHOUSECOOPERS est réélu Réviseur d'entreprises agréée pour une nouvelle période de 1 an.

Pour la société

BERLYS AVIATION S.A.

Référence de publication: 2014035778/16.

(140040869) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

BRO S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8362 Grass, 4, rue de Kleinbettingen.
R.C.S. Luxembourg B 165.711.

Extrait des résolutions

Il résulte d'une décision de l'Assemblée Générale Ordinaire de la société en date du 21 mai 2013:

1. L'Assemblée accepte la démission du commissaire aux comptes actuel de la société:

Fiscalité Comptabilité Gestion Sà rl (anciennement Fiscoges Sàrl), ayant son siège social au 4, rue de Kleinbettingen, L - 8362 Grass, enregistrée au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B61071.

2. L'Assemblée nomme un nouveau commissaire aux comptes de la société:

FISCOGES Sàrl, ayant son siège social au 4, rue de Kleinbettingen, L - 8362 Grass, enregistrée au Registre de Commerce et des sociétés sous le numéro B174051.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour le Conseil d'Administration

Signatures

Référence de publication: 2014035783/18.

(140040723) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Gladius 1, Société à responsabilité limitée de titrisation.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.
R.C.S. Luxembourg B 185.032.

STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the third day of March.

Before the undersigned Maître Léonie GRETHEN, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Sanne Trust Company Limited, a limited company incorporated and existing under the laws of Jersey and having its registered office at 13, Castle Street, St Helier, JE4 5UT, Jersey, registered with the Companies Registry under number 41570, acting in its capacity as trustee of the Gladius 1 Charitable Trust, a charitable trust declared under the laws of Jersey, and having its address at 13, Catle Street, St Helier, JE4 5UT Jersey,

duly represented by Mrs Monique Drauth, employee, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 28 February 2014 in Jersey.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée, which it wishes to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become shareholders in future, a société à responsabilité limitée under the name of "Gladius 1" (the "Company") which shall have the status of a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the law of 22 March 2004 on securitisation (the "Securitisation Law"), and which shall be governed by the Securitisation Law, the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies Law"), as well as by these articles of association.

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 3. Purpose. The sole purpose of the Company is to enter into one or more securitisation transactions within the meaning of the Securitisation Law and the Company may, in this context, assume risks, existing or future, relating to the holding of assets, whether movable or immovable, tangible or intangible, as well as risks resulting from the obligations assumed by third parties or relating to all or part of the activities of third parties, in one or more transactions or on a continuous basis.

The Company may assume those risks by acquiring the assets, guaranteeing the obligations or by committing itself in any other way. It may also, to the extent permitted by law and these articles of association, transfer or dispose of the claims and other assets it holds, whether existing or future, in one or more transactions or on a continuous basis.

The Company may, in this same purpose, acquire, dispose of and invest in loans, stocks, bonds, debentures, obligations, notes, advances, shares, warrants, financial interests and other securities. The Company may grant pledges, other guarantees or security of any kind to Luxembourg or foreign entities involved in such securitisation transaction.

The Company may perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil and develop its purpose, as well as, all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

Art. 4. Registered office.

4.1 The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of managers.

4.3 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.4 Branches or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the board of managers.

B. Share capital - Shares - Register of shareholders - Ownership and transfer of shares**Art. 5. Share capital.**

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five euros (EUR 25.-) each.

5.2 Under the terms and conditions provided by law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same par value.

6.2 The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

6.3 A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital.

6.4 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.5 The Company may repurchase or redeem its own shares under the condition that the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly.

6.6 The Company's shares are in registered form.

Art. 7. Register of shareholders.

7.1 A register of shareholders will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shareholders will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, any transfer of shares, the date of notification to or acceptance by the Company of such transfer pursuant to these articles of association as well as any security rights granted on shares.

7.2 Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 8. Ownership and transfer of shares.

8.1 Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shareholders. Certificates of the recordings in the register of shareholders will be issued and signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of that share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

8.3 The Company's shares are freely transferable among existing shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders, including the transferor, representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least. Unless otherwise provided by law, the shares may not be transmitted by reason of death to non-shareholders, except with the approval of shareholders representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the voting rights of the surviving shareholders at least. However, no transfer will be permitted or recognized if the effect of such transfer would cause the Company's classification as a disregarded entity for U.S. federal tax purposes to cease.

8.4 Any transfer of shares will need to be documented through a transfer agreement in writing under private seal or in notarised form, as the case may be, and such transfer will become effective towards the Company and third parties upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, following which any member of the board of managers may record the transfer in the register of shareholders.

8.5 The Company, through any of its managers, may also accept and enter into the register of shareholders any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent.

C. General meeting of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

9.1 The Shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

9.2 If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "general meeting of shareholders" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole shareholder".

9.3 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

9.4 In case of plurality of shareholders and if the number of shareholders does not exceed twenty-five (25), instead of holding general meetings of shareholders, the shareholders may also vote by resolution in writing, subject to the terms and conditions of the law. To the extent applicable, the provisions of these articles of association regarding general meetings of shareholders shall apply with respect to such vote by resolution in writing.

Art. 10. Convening general meetings of shareholders.

10.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of managers or by shareholders representing in the aggregate more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

10.2 In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, an annual general meeting must be held in the municipality where the Company's registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting. The annual general meeting of shareholders must be convened within a period of six (6) months from closing the Company's accounts.

10.3 The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.4 If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders - vote by resolution in writing.

11.1 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of managers. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.2 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

11.3 Quorum and vote

11.3.1 Each share entitles to one (1) vote.

11.3.2 Unless otherwise provided by law or by these articles of association, resolutions of the shareholders are validly passed when adopted by shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the Company's share capital on first call. If such majority has not been reached on first call, the shareholders shall be convened or consulted for a second time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes validly cast, regardless of the portion of capital represented.

11.4 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

11.5 Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

11.6 The board of managers may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 12. Amendment of the articles of association. Subject to the terms and conditions provided by law, these articles of association may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted by a (i) majority of shareholders (ii) representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least.

Art. 13. Minutes of general meetings of shareholders.

13.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

13.2 The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

13.3 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

D. Management

Art. 14. Powers of the board of managers.

14.1 The Company shall be managed by one or several managers, who need not be shareholders of the Company. In case of plurality of managers, the managers shall form a board of managers being the corporate body in charge of the

Company's management and representation. No non-Luxembourg resident manager may be appointed where it would result in the majority of the board of managers being non Luxembourg residents of one and the same foreign country. To the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole manager".

14.2 The board of managers is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfill the corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of association to the shareholder (s). The exercise of any function of the board of managers in relation to the management and control of the Company shall not be performed in a country other than Luxembourg.

14.3 The Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one or several Luxembourg resident managers or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly as agent of the Company. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of managers.

14.4 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any persons acting alone or jointly as agents of the Company, provided that where such powers extend beyond implementation and company decisions without such discretion, such persons are Luxembourg resident(s).

14.5 The Company shall maintain at all times a bank account in Luxembourg.

Art. 15. Composition of the board of managers. The board of managers must choose from among its members a chairman of the board of managers. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the board of managers.

Art. 16. Election and removal of managers and term of the office.

16.1 Managers shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their remuneration and term of the office.

16.2 Any manager may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders. A manager, who is also shareholder of the Company, shall not be excluded from voting on his/her/its own revocation.

16.3 Any manager shall hold office until its/his/her successor is elected. Any manager may also be re-elected for successive terms.

Art. 17. Convening meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers (or any committee thereof) shall meet exclusively in Luxembourg upon call by its chairman or by any two (2) of its members at the place in Luxembourg indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

17.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each manager in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of managers are present or represented at a meeting of the board of managers or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of association.

Art. 18. Conduct of meetings of the board of managers.

18.1 The chairman of the board of managers shall preside at all meeting of the board of managers. In his/her/its absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore.

18.2 Quorum

The board of managers can deliberate or act validly only if at least two (2) of its members are present or represented at a meeting of the board of managers. In any case, at least one Luxembourg resident manager shall be present at such meetings. If more than two (2) board members attend a meeting of the board of managers, a majority of Luxembourg resident managers shall be present.

18.3 Vote

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting. The Chairman shall not have a casting vote.

18.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing any other manager as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A Luxembourg resident manager may not appoint a non-Luxembourg resident manager as his/her/its proxy.

18.5 Any manager who participates in a meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such manager's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the board held through such means of communication must be initiated in Luxembourg and any non-Luxembourg resident manager can only attend such board meeting after it has been initiated. A meeting of the board of managers held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office.

18.6 The board of managers may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all managers on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

18.7 Any manager who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of managers which conflicts with the Company's interest, must inform the board of managers of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. Where the Company has a sole manager and the sole manager has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction entered into between the sole manager and the Company, which conflicts with the Company's interest, such conflicting interest must be disclosed in the minutes recording the relevant transaction. This article 18.7 shall not be applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 19. Minutes of meetings of the board of managers.

19.1 The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be.

19.2 The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

19.3 Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

Art. 20. Dealings with third parties. The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of any two (2) managers or by the signature of the sole manager or by the joint signatures or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated. The Company will be bound towards third parties by the signature of any agent(s) to whom the power in relation to the Company's daily management has been delegated, in accordance with Article 14.3, acting alone or jointly, subject to the rules and the limits of such delegation.

E. Supervision

Art. 21. Independent auditor(s).

21.1 The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor chosen among the members of the Institut des réviseurs d'entreprises appointed by the manager(s) and remunerated by the Company.

21.2 The independent auditor shall fulfil all duties prescribed by the Companies Law and the Securitisation Law. The independent auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

21.3 An independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) may only be removed with cause or with his approval by the manager(s).

F. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 22. Financial year. The Company's financial year shall begin on first January of each year and shall terminate on thirty-first December of the same year.

Art. 23. Profits.

23.1 Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory indicating all the movable and immovable assets of and all debts owed to and by the Company. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

23.2 From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

23.3 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

23.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

23.5 The remainder of the annual net profits shall be distributed as dividends to the shareholders in accordance with the Securitisation Law.

Art. 24. Interim dividends. The board of managers or the general meeting of shareholders may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's independent auditor, if any, has stated in his/her report to the board of managers that the first two conditions have been satisfied.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

H. Governing law

Art. 26. Governing law.

26.1 These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law.

26.2 All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Securitisation Law and the Companies Law amendments thereto.

Transitional provisions

1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on 31 December 2014.

2) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The subscriber has subscribed the shares to be issued as follows:

Sanne Trust Company Limited, acting in its capacity as trustee of the Gladius 1 Charitable Trust, aforementioned, paid twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) in subscription for five hundred (500) shares.

Total: twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) paid for five hundred (500) shares.

All the shares have been entirely paid-in in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated to be one thousand one hundred euro (EUR 1,100.-).

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the Company's entire share capital and considering itself as duly convened, has immediately passed the following resolutions.

1. The number of members of the board of managers is fixed at three (3).

2. The following persons are appointed as members of the board of managers of the Company:

a) Mr Philip Godley, born on 21 March 1974 in Sheffield, United Kingdom, with professional address at 51, av. JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

b) Mrs Alexandra Fantuz, born on 25 September 1974 in Hayange, France, with professional address at 51, av. JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

c) Mr James Saout, born on 11 October 1978 in Jersey, United Kingdom, with professional address at 13, Castle Street, St Helier, Jersey, JE4 5UT.

3. The term of the office of the members of the board of managers shall end on the date when the general meeting of shareholders/sole shareholder shall resolve upon the approval of the Company's accounts of the financial year 2019 or at any time prior to such date as the general meeting of shareholders/sole shareholder may determine.

4. The address of the Company's registered office is set at L-1855 Luxembourg, 51, Avenue John F. Kennedy.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing person, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing person, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the proxy-holder signed together with the notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trois mars.

Par-devant le soussigné Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

A comparu:

Sanne Trust Company Limited, une limited company constituée et existant selon les lois de Jersey et ayant son siège social au 13, Castle Street, St Helier, JE4 5UT, Jersey, immatriculée au Companies Registry sous le numéro 41570, agissant en sa qualité de trustee de Gladius 1 Charitable Trust, un charitable trust constitué sous les lois de Jersey et ayant son adresse à 13, Castele Street, St Helier, JE4 5UT Jersey,

dûment représentée par Mme Monique Drauth, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Jersey le 28 février 2014.

La procuration, signée ne varietur par la mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire soussigné de dresser l'acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont les statuts seront comme suit:

A. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er}. Nom. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui pourront devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Gladius 1» (la "Société") qui aura le statut d'une société de titrisation conformément à la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation (la "Loi sur la Titrisation") et sera régie par la Loi sur la Titrisation, la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi sur les sociétés commerciales"), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet exclusif de conclure une ou plusieurs opérations de titrisation conformément à la Loi sur la Titrisation et la Société pourra, dans ce contexte, assumer les risques, existants ou futurs, liés à la possession d'actifs mobiliers ou immobiliers, tangibles ou intangibles, ainsi que les risques résultants des obligations assumées par des tiers ou relatifs à toutes ou partie des activités de tiers, dans une ou plusieurs opérations ou de façon régulière. La Société assumera ces risques en acquérant des actifs, en garantissant des obligations ou en s'engageant par tout autre moyen. Elle pourra également, dans les limites prévues par la loi et par les présents statuts, céder ou disposer des créances et actifs qu'elle détient, présents ou futurs, dans une ou plusieurs opérations ou de façon régulière.

La Société pourra, dans ce même contexte, acquérir, disposer et investir dans des prêts, valeurs mobilières, titres, actifs, obligations, billets à ordre, avances, actions, bons de souscriptions, intérêts financiers et autres sûretés. La Société peut accessoirement octroyer des gages et d'autres garanties et sûretés, de quelque nature que ce soit, à toute entité luxembourgeoise ou étrangère impliquée dans une telle opération de titrisation.

La Société pourra effectuer tous investissements ou opérations de nature légale, commerciale, technique ou financière, et en général, toutes transactions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet, ainsi que toutes opérations facilitant directement ou indirectement l'accomplissement de son objet dans tous les domaines décrits ci-dessus.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi en la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la même commune par décision du conseil de gérance.

4.3 Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.4 Il peut être créé, par une décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux dans le Grand-Duché de Luxembourg.

B. Capital social - Parts sociales - Registre des associés - Propriété et transfert des parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

5.2 Aux conditions et termes prévus par la loi, le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, étant précisé que le nombre des associés est limité à quarante (40), sauf disposition contraire de la loi.

6.3 Le droit d'un associé dans les actifs et les bénéfices de la Société est proportionnel au nombre de parts sociales qu'il détient dans le capital social de la Société.

6.4 Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre évènement similaire concernant tout associé ou l'associé unique, le cas échéant, n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.5 La Société pourra racheter ou retirer ses propres parts sociales, sous réserve d'une annulation immédiate des parts sociales rachetées ou retirées et d'une réduction du capital social correspondante.

6.6 Les parts sociales de la Société sont émises sous forme nominative.

Art. 7. Registre des associés.

7.1 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société et pourra y être consulté par tout associé de la Société. Ce registre contiendra en particulier le nom de chaque associé, son domicile ou son siège social ou son siège principal, le nombre de parts sociales détenues par tel associé, tout transfert de parts sociales, la date de la notification ou de l'acceptation par la Société de ce transfert conformément aux présents statuts ainsi que toutes garanties accordées sur des parts sociales.

7.2 Chaque associé notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'associé qu'elle a reçue.

Art. 8. Propriété et transfert de parts sociales.

8.1 La preuve du titre de propriété concernant des parts sociales peut être apportée par l'enregistrement d'un associé dans le registre des associés. Des certificats de ces enregistrements pourront être émis et signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, selon le cas, sur requête et aux frais de l'associé en question.

8.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Si une part sociale est détenue par plus d'une personne, ces personnes doivent désigner un mandataire unique qui sera considéré comme le seul propriétaire de la part sociale à l'égard de la Société. Celle-ci a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à une telle part sociale jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant propriétaire unique.

8.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné par les associés, y compris le cédant, représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social. Sauf stipulation contraire par la loi, en cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné par les associés, représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) des droits de vote des associés survivants. Cependant, aucun transfert n'est permis ou reconnu si l'effet d'un tel transfert est que la Société cesse d'être classée comme une société non-imposable aux yeux des autorités fiscales fédérales des Etats-Unis.

8.4 Toute cession de part social doit être documentée par un contrat de cession écrite sous seing privé ou sous forme authentique, le cas échéant, et ce transfert sera opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à la Société ou par l'acceptation de la cession par la Société, suite auxquelles tout gérant peut enregistrer la cession.

8.5 La Société, par l'intermédiaire de n'importe lequel de ses gérants, peut aussi accepter et entrer dans le registre des associés toute cession à laquelle toute correspondance ou tout autre document fait référence et établit les consentements du cédant et du cessionnaire.

C. Assemblée générale des associés

Art. 9. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés.

9.1 Les associés de la Société exercent leurs droits collectifs dans l'assemblée générale des associés, qui constitue un des organes de la Société.

9.2 Si la Société ne possède qu'un seul associé, cet associé exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés. Dans ce cas et lorsque le terme „associé unique“ n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence à „l'assemblée générale des associés“ utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à „l'associé unique“.

9.3 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la loi et par les présents statuts.

9.4 En cas de pluralité d'associés et si le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25), les associés peuvent, au lieu de tenir une assemblée générale d'associés, voter par résolution écrite, aux termes et conditions prévus par la loi. Le cas échéant, les dispositions des présents statuts concernant les assemblées générales des associés s'appliqueront au vote par résolution écrite.

Art. 10. Convocation de l'assemblée générale des associés.

10.1 L'assemblée générale des associés de la Société peut à tout moment être convoquée par le conseil de gérance ou par les associés représentant au moins cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, pour être tenue au lieu et date précisés dans l'avis de convocation.

10.2 Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale annuelle des associés doit être tenue dans la commune où le siège social de la Société est situé ou dans un autre lieu tel que spécifié dans l'avis de convocation à cette assemblée. L'assemblée générale annuelle des associés doit être convoquée dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture des comptes de la Société.

10.3 L'avis de convocation à toute assemblée générale des associés doit contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, et cet avis doit être envoyé à chaque associé par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la date prévue de l'assemblée.

10.4 Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale des associés peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 11. Conduite de l'assemblée générale des associés - vote par résolution écrite.

11.1 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à toute assemblée générale des associés, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'assemblée générale des associés, sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient associés ou membres du conseil de gérance. Le bureau de l'assemblée s'assure spécialement que l'assemblée soit tenue conformément aux règles applicables et, en particulier, en accord avec celles relatives à la convocation, aux exigences de majorité, au décompte des votes et à la représentation des associés.

11.2 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale des associés.

11.3 Quorum et vote

11.3.1 Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.3.2 Sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts, les résolutions des associés sont valablement prises si elles ont été adoptées par les associés représentant au premier vote plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si cette majorité n'a pas été obtenue au premier vote, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois. Au deuxième vote, les résolutions seront valablement adoptées avec une majorité de voix valablement exprimées, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté.

11.4 Un associé peut agir à toute assemblée générale des associés en désignant une autre personne, associé ou non, comme son mandataire, par procuration écrite et signée, transmise par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, une copie de cette procuration étant suffisante pour la prouver. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les associés.

11.5 Tout associé qui prend part à une assemblée générale des associés par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à l'assemblée s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à l'assemblée, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité.

11.6 Le conseil de gérance peut déterminer toutes les autres conditions à remplir par les associés pour pouvoir prendre part à toute assemblée générale des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Sous réserve des termes et conditions prévus par la loi, les présents statuts peuvent être modifiés par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée par (i) la majorité des associés (ii) représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

Art. 13. Procès-verbaux des assemblées générales des associés.

13.1 Le bureau de toute assemblée générale des associés rédige le procès-verbal de l'assemblée, qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout associé qui en fait la demande.

13.2 De même, l'associé unique, le cas échéant, rédige et signe un procès-verbal de ses décisions.

13.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers, doivent être certifiés conformes à l'original par le notaire ayant la garde de l'acte authentique, dans le cas où l'assemblée a été inscrite dans un acte notarié, ou signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

D. Gestion

Art. 14. Pouvoirs du conseil de gérance.

14.1 La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas nécessairement être des associés. En cas de pluralité de gérants, les gérants constituent un conseil de gérance, étant l'organe chargé de la gérance et de la représentation de la Société. Aucun gérant non-résident luxembourgeois ne doit être nommé s'il en résulte que la majorité du conseil de gérance sont des non-résidents luxembourgeois issus d'un seul et même pays étranger. Dans la mesure où le terme „gérant unique“ n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence au „conseil de gérance“ utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence au „gérant unique“.

14.2 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour prendre toutes actions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, à l'exception des pouvoirs que la loi ou les présents statuts réservent à l'associé/aux associés. L'exercice d'une fonction du conseil de gérance en relation avec la gérance et le contrôle de la Société ne doit pas être effectué dans un pays autre que le Luxembourg.

14.3 La gestion journalière de la Société ainsi que représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, peut être déléguée à un ou plusieurs gérants résidents luxembourgeois ou à toute autre personne, associée ou non, susceptibles d'agir seuls ou conjointement comme mandataires de la Société. Leur désignation, révocation et pouvoirs sont déterminés par une décision du conseil de gérance.

14.4 La Société pourra également conférer des pouvoirs spéciaux par procuration notariée ou sous seing privé à toute personne agissant seule ou conjointement avec d'autres personnes comme mandataire de la Société, pourvu que, lorsque de tels pouvoirs s'étendent au-delà de l'exécution et les décisions de la Société sans discrétion, de telles personnes soient des résidents luxembourgeois.

14.5 La Société doit en tout moment avoir un compte en banque au Luxembourg.

Art. 15. Composition du conseil de gérance. Le conseil de gérance doit choisir un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut aussi choisir un secrétaire, qui peut n'être ni associé ni membre du conseil de gérance.

Art. 16. Election et révocation des gérants et terme du mandat.

16.1 Les gérants seront élus par l'assemblée générale des associés, qui déterminera leurs émoluments et la durée de leur mandat.

16.2 Tout gérant peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des associés. Un gérant, étant également associé de la Société, ne sera pas exclu du vote sur sa propre révocation.

16.3 Tout gérant exercera son mandat jusqu'à ce que son successeur ait été élu. Tout gérant sortant peut également être réélu pour des périodes successives.

Art. 17. Convocation des réunions du conseil de gérance.

17.1 Le conseil de gérance (ou tout comité du conseil de gérance) se réunit exclusivement à Luxembourg sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres au lieu à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation tel que décrit au prochain alinéa.

17.2 Un avis de convocation écrit à toute réunion du conseil de gérance doit être donné à tous les gérants par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation devra mentionner la nature et les raisons de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment écrit de chaque gérant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie d'un tel document écrit étant suffisante pour le prouver. Un avis de convocation n'est pas non plus requis pour des réunions du conseil de gérance se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance. De même, un tel avis n'est pas requis dans le cas où tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance, ou dans le cas de décisions écrites conformément aux présents statuts.

Art. 18. Conduite des réunions du conseil de gérance.

18.1 Le président du conseil de gérance préside à toute réunion du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut provisoirement élire un autre gérant comme président temporaire.

18.2 Quorum

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins deux (2) de ses membres sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance. En toute hypothèse, au moins un gérant résident luxembourgeois doit être présent à ces réunions. Si plus de deux (2) membres du conseil participent à une réunion du conseil de gérance, une majorité de gérants résidents luxembourgeois doit être présente.

18.3 Vote

Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président de la réunion n'a pas de voix prépondérante.

18.4 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant sous forme écrite par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication tout autre gérant de sa catégorie comme son mandataire, une copie étant suffisante pour le prouver. Un gérant résident luxembourgeois ne peut nommer un gérant non-résident luxembourgeois comme son représentant.

18.5 Tout gérant qui prend part à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à la réunion s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à cette réunion, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Une réunion qui s'est tenue par les moyens de communication susvisés doit être initié au Luxembourg et tout gérant non-résident luxembourgeois ne peut atteindre un tel conseil de gérance

après qu'il ait été initié. Une réunion qui s'est tenue par les moyens de communication susvisés sera censée s'être tenue au siège social de la Société.

18.6 Le conseil de gérance peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoqué et s'étant régulièrement tenu. Ces résolutions écrites sont adoptées une fois datées et signées par tous les gérants sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie d'une signature originale envoyée par courrier, télécopie, courrier électronique ou toute autre moyen de communication étant considérée comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque gérant, le cas échéant, constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

18.7 Tout gérant qui a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial dans une transaction soumise à l'approbation du conseil de gérance qui est en conflit avec l'intérêt de la Société doit informer le conseil de gérance de ce conflit d'intérêts et doit voir sa déclaration enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Lorsque la Société a un gérant unique et que, dans une transaction conclue entre la Société et le gérant unique, celui-ci a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, ce conflit d'intérêt doit être divulgué dans le procès-verbal enregistrant la transaction en cause. Le présent article 18.7 ne s'applique pas aux opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 19. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

19.1 Le secrétaire ou, s'il n'a pas été désigné de secrétaire, le président rédige le procès-verbal de toute réunion du conseil de gérance, qui est signé par le président et par le secrétaire, le cas échéant.

19.2 Le gérant unique, le cas échéant, rédige et signe également un procès-verbal de ses résolutions.

19.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers seront signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

Art. 20. Rapports avec les tiers. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée en toute circonstance par la signature conjointe de deux (2) gérants, ou par la signature du gérant unique ou par les signatures conjointes ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de tout/tous mandataire(s) auquel/auxquels le pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura été délégué conformément à l'article 14.3, agissant seul ou conjointement, conformément aux règles et aux limites d'une telle délégation.

E. Surveillance de la société

Art. 21. Réviseur(s) d'entreprises.

21.1 Les données comptables liées au rapport annuel de la Société seront examinées par un réviseur d'entreprises choisi parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises nommé par le(s) gérant(s) et rémunéré par la Société.

21.2 Le réviseur d'entreprises accomplira toutes les fonctions qui lui sont attribuées par la Loi sur les sociétés commerciales et par la Loi sur la Titrisation. Le réviseur d'entreprises a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents de toutes les opérations de la Société.

21.3 Un réviseur d'entreprises agréé peut seulement être révoqué pour juste motifs ou avec son approbation par le(s) gérant(s).

F. Exercice Social - Bénéfices - Dividendes provisoires

Art. 22. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 23. Bénéfices.

23.1 Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et les gérants dressent un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières de toutes les dettes actives et passives de la Société. Tout actionnaire peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

23.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, au moins cinq pour cent (5 %) seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

23.3 Les sommes allouées à la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'associé en question accepte cette affectation.

23.4 En cas de réduction de capital, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

23.5 Le surplus des profits annuels nets sera distribué comme dividendes aux actionnaires conformément à la Loi sur la Titrisation.

Art. 24. Dividendes intérimaires. Le conseil de gérance ou l'assemblée générale des associés pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires, sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant suffisamment de fonds disponibles, (ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faites depuis la fin

du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, plus tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, moins des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des statuts présents et (iii) le réviseur d'entreprises de la Société, le cas échéant, a considéré dans son rapport au conseil de gérance, que les deux premières conditions ont été satisfaites.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des associés qui décide de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun.

H. Loi applicable

Art. 26. Loi applicable.

26.1 Les présents statuts doivent être lus et interprétés selon le droit luxembourgeois, auquel ils sont soumis.

26.2 Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la Loi sur la Titrisation ou la Loi sur les sociétés commerciales.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social de la Société commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2014.

2) Les bénéfices provisoires peuvent aussi être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Toutes les parts sociales ont été souscrites comme suit:

Sanne Trust Company Limited, agissant en sa qualité de trustee de Gladius 1 Charitable Trust, susnommée, a payé douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) pour une souscription à cinq cents (500) parts sociales.

Total: douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) payés pour cinq cents (500) parts sociales.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

Décisions de l'associé unique

L'associé constituant, représentant l'intégralité du capital social de la Société et considérant avoir été dûment convoqué, a immédiatement pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de membres au conseil de gérance a été fixé à trois (3).

2. Les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société:

a) M. Philip Godley, né le 21 mars 1974 à Sheffield, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle au 51, av. JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

b) Mme Alexandra Fantuz, née le 25 septembre 1974 à Hayange, France, avec adresse professionnelle au 51, av. JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

c) M. James Saout, né le 11 octobre 1978 à Jersey, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle au 13, Castle Street, St Helier, Jersey, JE4 5UT.

3. Le mandat des gérants se termine à la date à laquelle l'assemblée générale des associés/l'associé unique, selon le cas, décide de l'approbation des comptes de la Société pour l'exercice social 2019 ou à toute date antérieure déterminée par l'assemblée générale des associés/l'associé unique, selon le cas.

4. L'adresse du siège social de la Société est fixée à L-1855 Luxembourg, 51, Avenue John F. Kennedy.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, ladite mandataire a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: Drauth, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 mars 2014. Relation: LAC/2014/9747. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 6 mars 2014.

Référence de publication: 2014035348/661.

(140040189) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2014.

Gladius 2, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 51, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 185.031.

— STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on the third day of March.

Before the undersigned Maître Léonie Grethen, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

There appeared:

Sanne Trust Company Limited, a limited company incorporated and existing under the laws of Jersey and having its registered office at 13, Castle Street, St Helier, JE4 5UT, Jersey, registered with the Companies Registry under number 41570, acting in its capacity as trustee of the Gladius 2 Charitable Trust, a charitable trust declared under the laws of Jersey, and having its address at 13, Catle Street, St Helier, JE4 5UT Jersey,

duly represented by Mrs Monique Drauth, employee, professionally residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy given on 28 February 2014 in Jersey.

The proxy, after having been signed ne varietur by the proxy-holder and the undersigned notary, shall remain attached to this deed in order to be registered therewith.

Such appearing party, represented as stated above, has requested the notary to document the deed of incorporation of a société à responsabilité limitée, which it wishes to incorporate and the articles of association of which shall be as follows:

A. Name - Duration - Purpose - Registered office

Art. 1. Name. There is hereby established among the subscribers and all those who may become shareholders in future, a société à responsabilité limitée under the name of "Gladius 2" (the "Company") which shall have the status of a securitisation company (société de titrisation) within the meaning of the law of 22 March 2004 on securitisation (the "Securitisation Law"), and which shall be governed by the Securitisation Law, the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (the "Companies Law"), as well as by these articles of association.

Art. 2. Duration. The Company is incorporated for an unlimited duration. It may be dissolved at any time and without cause by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 3. Purpose. The sole purpose of the Company is to enter into one or more securitisation transactions within the meaning of the Securitisation Law and the Company may, in this context, assume risks, existing or future, relating to the holding of assets, whether movable or immovable, tangible or intangible, as well as risks resulting from the obligations assumed by third parties or relating to all or part of the activities of third parties, in one or more transactions or on a continuous basis. The Company may assume those risks by acquiring the assets, guaranteeing the obligations or by committing itself in any other way. It may also, to the extent permitted by law and these articles of association, transfer or dispose of the claims and other assets it holds, whether existing or future, in one or more transactions or on a continuous basis.

The Company may, in this same purpose, acquire, dispose of and invest in loans, stocks, bonds, debentures, obligations, notes, advances, shares, warrants, financial interests and other securities. The Company may grant pledges, other guarantees or security of any kind to Luxembourg or foreign entities involved in such securitisation transaction.

The Company may perform all legal, commercial, technical and financial investments or operations and in general, all transactions which are necessary or useful to fulfil and develop its purpose, as well as, all operations connected directly or indirectly to facilitating the accomplishment of its purpose in all areas described above.

Art. 4. Registered office.

4.1 The Company's registered office is established in the city of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

4.2 Within the same municipality, the Company's registered office may be transferred by a resolution of the board of managers.

4.3 It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by means of a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

4.4 Branches or other offices may be established in the Grand Duchy of Luxembourg by resolution of the board of managers.

B. Share capital - Shares - Register of shareholders - Ownership and transfer of shares

Art. 5. Share capital.

5.1 The Company's share capital is set at twelve thousand five hundred euros (EUR 12,500.-) represented by five hundred (500) shares with a par value of twenty-five euros (EUR 25.-) each.

5.2 Under the terms and conditions provided by law, the Company's share capital may be increased or reduced by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted in the manner required for an amendment of these articles of association.

Art. 6. Shares.

6.1 The Company's share capital is divided into shares, each of them having the same par value.

6.2 The Company may have one or several shareholders, with a maximum number of forty (40), unless otherwise provided by law.

6.3 A shareholder's right in the Company's assets and profits shall be proportional to the number of shares held by him/her/it in the Company's share capital.

6.4 The death, legal incapacity, dissolution, bankruptcy or any other similar event regarding the sole shareholder, as the case may be, or any other shareholder shall not cause the Company's dissolution.

6.5 The Company may repurchase or redeem its own shares under the condition that the repurchased or redeemed shares be immediately cancelled and the share capital reduced accordingly.

6.6 The Company's shares are in registered form.

Art. 7. Register of shareholders.

7.1 A register of shareholders will be kept at the Company's registered office, where it will be available for inspection by any shareholder. This register of shareholders will in particular contain the name of each shareholder, his/her/its residence or registered or principal office, the number of shares held by such shareholder, any transfer of shares, the date of notification to or acceptance by the Company of such transfer pursuant to these articles of association as well as any security rights granted on shares.

7.2 Each shareholder will notify the Company by registered letter his/her/its address and any change thereof. The Company may rely on the last address of a shareholder received by it.

Art. 8. Ownership and transfer of shares.

8.1 Proof of ownership of shares may be established through the recording of a shareholder in the register of shareholders. Certificates of the recordings in the register of shareholders will be issued and signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be, upon request and at the expense of the relevant shareholder.

8.2 The Company will recognise only one holder per share. In case a share is owned by several persons, they must designate a single person to be considered as the sole owner of that share in relation to the Company. The Company is entitled to suspend the exercise of all rights attached to a share held by several owners until one owner has been designated.

8.3 The Company's shares are freely transferable among existing shareholders. Inter vivos, they may only be transferred to new shareholders subject to the approval of such transfer given by the shareholders, including the transferor, representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least. Unless otherwise provided by law, the shares may not be transmitted by reason of death to non-shareholders, except with the approval of shareholders representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the voting rights of the surviving shareholders at least. However, no transfer will be permitted or recognized if the effect of such transfer would cause the Company's classification as a disregarded entity for U.S. federal tax purposes to cease.

8.4 Any transfer of shares will need to be documented through a transfer agreement in writing under private seal or in notarised form, as the case may be, and such transfer will become effective towards the Company and third parties upon notification of the transfer to or upon the acceptance of the transfer by the Company, following which any member of the board of managers may record the transfer in the register of shareholders.

8.5 The Company, through any of its managers, may also accept and enter into the register of shareholders any transfer referred to in any correspondence or in any other document which establishes the transferor's and the transferee's consent.

C. General meeting of shareholders

Art. 9. Powers of the general meeting of shareholders.

9.1 The Shareholders exercise their collective rights in the general meeting of shareholders, which constitutes one of the Company's corporate bodies.

9.2 If the Company has only one shareholder, such shareholder shall exercise the powers of the general meeting of shareholders. In such case and to the extent applicable and where the term "sole shareholder" is not expressly mentioned

in these articles of association, a reference to the “general meeting of shareholders” used in these articles of association is to be construed as being a reference to the “sole shareholder”.

9.3 The general meeting of shareholders is vested with the powers expressly reserved to it by law and by these articles of association.

9.4 In case of plurality of shareholders and if the number of shareholders does not exceed twenty-five (25), instead of holding general meetings of shareholders, the shareholders may also vote by resolution in writing, subject to the terms and conditions of the law. To the extent applicable, the provisions of these articles of association regarding general meetings of shareholders shall apply with respect to such vote by resolution in writing.

Art. 10. Convening general meetings of shareholders.

10.1 The general meeting of shareholders of the Company may at any time be convened by the board of managers or by shareholders representing in the aggregate more than fifty per cent (50%) of the Company’s share capital, as the case may be, to be held at such place and on such date as specified in the notice of such meeting.

10.2 In case the Company has more than twenty-five (25) shareholders, an annual general meeting must be held in the municipality where the Company’s registered office is located or at such other place as may be specified in the notice of such meeting. The annual general meeting of shareholders must be convened within a period of six (6) months from closing the Company’s accounts.

10.3 The convening notice for any general meeting of shareholders must contain the agenda of the meeting, the place, date and time of the meeting, and such notice is to be sent to each shareholder by registered letter at least eight (8) days prior to the date scheduled for the meeting.

10.4 If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been informed of the agenda of the meeting, the general meeting of shareholders may be held without prior notice.

Art. 11. Conduct of general meetings of shareholders - vote by resolution in writing.

11.1 A board of the meeting shall be formed at any general meeting of shareholders, composed of a chairman, a secretary and a scrutineer, each of whom shall be appointed by the general meeting of shareholders and who need neither be shareholders, nor members of the board of managers. The board of the meeting shall especially ensure that the meeting is held in accordance with applicable rules and, in particular, in compliance with the rules in relation to convening, majority requirements, vote tallying and representation of shareholders.

11.2 An attendance list must be kept at any general meeting of shareholders.

11.3 Quorum and vote

11.3.1 Each share entitles to one (1) vote.

11.3.2 Unless otherwise provided by law or by these articles of association, resolutions of the shareholders are validly passed when adopted by shareholders representing more than fifty per cent (50%) of the Company’s share capital on first call. If such majority has not been reached on first call, the shareholders shall be convened or consulted for a second time. On second call, the resolutions will be validly adopted with a majority of votes validly cast, regardless of the portion of capital represented.

11.4 A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing another person, shareholder or not, as his/her/its proxy in writing by a signed document transmitted by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such appointment being sufficient proof thereof. One person may represent several or even all shareholders.

11.5 Any shareholder who participates in a general meeting of shareholders by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such shareholder’s identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority.

11.6 The board of managers may determine all other conditions that must be fulfilled by the shareholders for them to take part in any general meeting of shareholders.

Art. 12. Amendment of the articles of association. Subject to the terms and conditions provided by law, these articles of association may be amended by a resolution of the general meeting of shareholders, adopted by a (i) majority of shareholders (ii) representing in the aggregate seventy-five per cent (75%) of the share capital at least.

Art. 13. Minutes of general meetings of shareholders.

13.1 The board of any general meeting of shareholders shall draw minutes of the meeting which shall be signed by the members of the board of the meeting as well as by any shareholder who requests to do so.

13.2 The sole shareholder, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

13.3 Any copy and excerpt of such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party, shall be certified conforming to the original by the notary having had custody of the original deed, in case the meeting has been recorded in a notarial deed, or shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

D. Management

Art. 14. Powers of the board of managers.

14.1 The Company shall be managed by one or several managers, who need not be shareholders of the Company. In case of plurality of managers, the managers shall form a board of managers being the corporate body in charge of the Company's management and representation. No non-Luxembourg resident manager may be appointed where it would result in the majority of the board of managers being non Luxembourg residents of one and the same foreign country. To the extent applicable and where the term "sole manager" is not expressly mentioned in these articles of association, a reference to the "board of managers" used in these articles of association is to be construed as being a reference to the "sole manager".

14.2 The board of managers is vested with the broadest powers to take any actions necessary or useful to fulfill the corporate object, with the exception of the actions reserved by law or by these articles of association to the shareholder (s). The exercise of any function of the board of managers in relation to the management and control of the Company shall not be performed in a country other than Luxembourg.

14.3 The Company's daily management and the Company's representation in connection with such daily management may be delegated to one or several Luxembourg resident managers or to any other person, shareholder or not, acting alone or jointly as agent of the Company. Their appointment, revocation and powers shall be determined by a resolution of the board of managers.

14.4 The Company may also grant special powers by notarised proxy or private instrument to any persons acting alone or jointly as agents of the Company, provided that where such powers extend beyond implementation and company decisions without such discretion, such persons are Luxembourg resident(s).

14.5 The Company shall maintain at all times a bank account in Luxembourg.

Art. 15. Composition of the board of managers. The board of managers must choose from among its members a chairman of the board of managers. It may also choose a secretary, who needs neither be a shareholder, nor a member of the board of managers.

Art. 16. Election and removal of managers and term of the office.

16.1 Managers shall be elected by the general meeting of shareholders, which shall determine their remuneration and term of the office.

16.2 Any manager may be removed at any time, without notice and without cause by the general meeting of shareholders. A manager, who is also shareholder of the Company, shall not be excluded from voting on his/her/its own revocation.

16.3 Any manager shall hold office until its/his/her successor is elected. Any manager may also be re-elected for successive terms.

Art. 17. Convening meetings of the board of managers.

17.1 The board of managers (or any committee thereof) shall meet exclusively in Luxembourg upon call by its chairman or by any two (2) of its members at the place in Luxembourg indicated in the notice of the meeting as described in the next paragraph.

17.2 Written notice of any meeting of the board of managers must be given to the managers twenty-four (24) hours at least in advance of the date scheduled for the meeting by mail, facsimile, electronic mail or any other means of communication, except in case of emergency, in which case the nature and the reasons of such emergency must be indicated in the notice. Such convening notice is not necessary in case of assent of each manager in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of such signed document being sufficient proof thereof. Also, a convening notice is not required for a board meeting to be held at a time and location determined in a prior resolution adopted by the board of managers. No convening notice shall furthermore be required in case all members of the board of managers are present or represented at a meeting of the board of managers or in the case of resolutions in writing pursuant to these articles of association.

Art. 18. Conduct of meetings of the board of managers.

18.1 The chairman of the board of managers shall preside at all meeting of the board of managers. In his/her/its absence, the board of managers may appoint another manager as chairman pro tempore.

18.2 Quorum

The board of managers can deliberate or act validly only if at least two (2) of its members are present or represented at a meeting of the board of managers. In any case, at least one Luxembourg resident manager shall be present at such meetings. If more than two (2) board members attend a meeting of the board of managers, a majority of Luxembourg resident managers shall be present.

18.3 Vote

Decisions shall be taken by a majority of votes of the managers present or represented at such meeting. The Chairman shall not have a casting vote.

18.4 Any manager may act at any meeting of the board of managers by appointing any other manager as his/her/its proxy in writing by mail, facsimile, electronic mail or by any other means of communication, a copy of the appointment being sufficient proof thereof. A Luxembourg resident manager may not appoint a non-Luxembourg resident manager as his/her/its proxy.

18.5 Any manager who participates in a meeting of the board of managers by conference-call, video-conference or by any other means of communication which allow such manager's identification and which allow that all the persons taking part in the meeting hear one another on a continuous basis and may effectively participate in the meeting, is deemed to be present for the computation of quorum and majority. A meeting of the board held through such means of communication must be initiated in Luxembourg and any non-Luxembourg resident manager can only attend such board meeting after it has been initiated. A meeting of the board of managers held through such means of communication is deemed to be held at the Company's registered office.

18.6 The board of managers may unanimously pass resolutions in writing which shall have the same effect as resolutions passed at a meeting of the board of managers duly convened and held. Such resolutions in writing are passed when dated and signed by all managers on a single document or on multiple counterparts, a copy of a signature sent by mail, facsimile, e-mail or any other means of communication being sufficient proof thereof. The single document showing all the signatures or the entirety of signed counterparts, as the case may be, will form the instrument giving evidence of the passing of the resolutions, and the date of such resolutions shall be the date of the last signature.

18.7 Any manager who has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction submitted to the approval of the board of managers which conflicts with the Company's interest, must inform the board of managers of such conflict of interest and must have his/her/its declaration recorded in the minutes of the board meeting. Where the Company has a sole manager and the sole manager has, directly or indirectly, a proprietary interest in a transaction entered into between the sole manager and the Company, which conflicts with the Company's interest, such conflicting interest must be disclosed in the minutes recording the relevant transaction. This article 18.7 shall not be applicable to current operations entered into under normal conditions.

Art. 19. Minutes of meetings of the board of managers.

19.1 The secretary, or if no secretary has been appointed, the chairman, shall draw minutes of any meeting of the board of managers, which shall be signed by the chairman and by the secretary, as the case may be.

19.2 The sole manager, as the case may be, shall also draw and sign minutes of his/her/its resolutions.

19.3 Any copy and excerpt of any such original minutes to be produced in judicial proceedings or to be delivered to any third party shall be signed by the chairman of the board of managers, by any two of its members or by the sole manager, as the case may be.

Art. 20. Dealings with third parties. The Company will be bound towards third parties in all circumstances by the joint signatures of any two (2) managers or by the signature of the sole manager or by the joint signatures or by the sole signature of any person(s) to whom such signatory power has been delegated. The Company will be bound towards third parties by the signature of any agent(s) to whom the power in relation to the Company's daily management has been delegated, in accordance with Article 14.3, acting alone or jointly, subject to the rules and the limits of such delegation.

E. Supervision

Art. 21. Independent auditor(s).

21.1 The accounting data related in the annual report of the Company shall be examined by an independent auditor chosen among the members of the Institut des réviseurs d'entreprises appointed by the manager(s) and remunerated by the Company.

21.2 The independent auditor shall fulfil all duties prescribed by the Companies Law and the Securitisation Law. The independent auditor has an unlimited right of permanent supervision and control of all operations of the Company.

21.3 An independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) may only be removed with cause or with his approval by the manager(s).

F. Financial year - Profits - Interim dividends

Art. 22. Financial year. The Company's financial year shall begin on first January of each year and shall terminate on thirty-first December of the same year.

Art. 23. Profits.

23.1 Each year on the thirty-first of December, the accounts are closed and the managers prepare an inventory indicating all the movable and immovable assets of and all debts owed to and by the Company. Each shareholder may inspect the above inventory and balance sheet at the Company's registered office.

23.2 From the Company's annual net profits five per cent (5%) at least shall be allocated to the Company's legal reserve. This allocation shall cease to be mandatory as soon and as long as the aggregate amount of the Company's reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

23.3 Sums contributed to the Company by a shareholder may also be allocated to the legal reserve, if the contributing shareholder agrees with such allocation.

23.4 In case of a share capital reduction, the Company's legal reserve may be reduced in proportion so that it does not exceed ten per cent (10%) of the share capital.

23.5 The remainder of the annual net profits shall be distributed as dividends to the shareholders in accordance with the Securitisation Law.

Art. 24. Interim dividends. The board of managers or the general meeting of shareholders may proceed to the payment of interim dividends, under the reservation that (i) interim accounts have been drawn-up showing that sufficient funds are available, (ii) the amount to be distributed does not exceed total profits made since the end of the last financial year for which the annual accounts have been approved, plus any profits carried forward and sums drawn from reserves available for this purpose, less losses carried forward and any sums to be placed to reserve pursuant to the requirements of the law or of these articles of association and (iii) the Company's independent auditor, if any, has stated in his/her report to the board of managers that the first two conditions have been satisfied.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. In the event of the Company's dissolution, the liquidation shall be carried out by one or several liquidators, individuals or legal entities, appointed by the general meeting of shareholders resolving on the Company's dissolution which shall determine the liquidators'/liquidator's powers and remuneration.

H. Governing law

Art. 26. Governing law.

26.1 These articles of association shall be construed and interpreted under and shall be governed by Luxembourg law.

26.2 All matters not governed by these articles of association shall be determined in accordance with the Securitisation Law and the Companies Law amendments thereto.

Transitional provisions

1) The Company's first financial year shall begin on the date of the Company's incorporation and shall end on 31 December 2014.

2) Interim dividends may also be made during the Company's first financial year.

Subscription and payment

The subscriber has subscribed the shares to be issued as follows:

Sanne Trust Company Limited, acting in its capacity as trustee of the Gladius 2 Charitable Trust, aforementioned, paid twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) in subscription for five hundred (500) shares.

Total: twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) paid for five hundred (500) shares.

All the shares have been entirely paid-in in cash, so that the amount of twelve thousand five hundred euro (EUR 12,500.-) is as of now available to the Company, as it has been justified to the undersigned notary.

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever incurred by the Company or which shall be borne by the Company in connection with its incorporation are estimated to be one thousand one hundred euro (EUR 1,100.-).

Resolutions of the sole shareholder

The incorporating shareholder, representing the Company's entire share capital and considering itself as duly convened, has immediately passed the following resolutions.

1. The number of members of the board of managers is fixed at three (3).

2. The following persons are appointed as members of the board of managers of the Company:

a) Mr Philip Godley, born on 21 March 1974 in Sheffield, United Kingdom, with professional address at 51, av. JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg;

b) Mrs Alexandra Fantuz, born on 25 September 1974 in Hayange, France, with professional address at 51, av. JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg; and

c) Mr James Saout, born on 11 October 1978 in Jersey, United Kingdom, with professional address at 13, Castle Street, St Helier, Jersey, JE4 5UT.

3. The term of the office of the members of the board of managers shall end on the date when the general meeting of shareholders/sole shareholder shall resolve upon the approval of the Company's accounts of the financial year 2019 or at any time prior to such date as the general meeting of shareholders/sole shareholder may determine.

4. The address of the Company's registered office is set at L-1855 Luxembourg, 51, Avenue John F. Kennedy.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the appearing person, this deed is worded in English followed by a French translation. On the request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will be prevailing.

Whereof this notarial deed was drawn up in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the proxy-holder of the appearing person, who is known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, the proxy-holder signed together with the notary, this original deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède:

L'an deux mille quatorze, le trois mars.

Par-devant le soussigné Maître Léonie GRETHEN, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A comparu:

Sanne Trust Company Limited, une limited company constituée et existant selon les lois de Jersey et ayant son siège social au 13, Castle Street, St Helier, JE4 5UT, Jersey, immatriculée au Companies Registry sous le numéro 41570, agissant en sa qualité de trustee de Gladius 2 Charitable Trust, un charitable trust constitué sous les lois de Jersey et ayant son adresse à 13, Castele Street, St Helier, JE4 5UT Jersey,

dûment représentée par Mme Monique Drauth, salariée, demeurant professionnellement à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée à Jersey le 28 février 2014.

La procuration, signée ne varietur par la mandataire et le notaire soussigné, restera annexée au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

La comparante, représentée comme dit ci-avant, a requis le notaire soussigné de dresser l'acte d'une société à responsabilité limitée qu'elle déclare constituer et dont les statuts seront comme suit:

A. Nom - Durée - Objet - Siège social

Art. 1^{er} . Nom. Il est formé entre les souscripteurs et tous ceux qui pourront devenir associés par la suite, une société à responsabilité limitée sous la dénomination de «Gladius 2» (la "Société") qui aura le statut d'une société de titrisation conformément à la loi du 22 mars 2004 sur la titrisation (la "Loi sur la Titrisation") et sera régie par la Loi sur la Titrisation, la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la "Loi sur les sociétés commerciales"), ainsi que par les présents statuts.

Art. 2. Durée. La Société est constituée pour une durée illimitée. Elle pourra être dissoute à tout moment et sans cause par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 3. Objet. La Société a pour objet exclusif de conclure une ou plusieurs opérations de titrisation conformément à la Loi sur la Titrisation et la Société pourra, dans ce contexte, assumer les risques, existants ou futurs, liés à la possession d'actifs mobiliers ou immobiliers, tangibles ou intangibles, ainsi que les risques résultants des obligations assumées par des tiers ou relatifs à toutes ou partie des activités de tiers, dans une ou plusieurs opérations ou de façon régulière. La Société assumera ces risques en acquérant des actifs, en garantissant des obligations ou en s'engageant par tout autre moyen. Elle pourra également, dans les limites prévues par la loi et par les présents statuts, céder ou disposer des créances et actifs qu'elle détient, présents ou futurs, dans une ou plusieurs opérations ou de façon régulière.

La Société pourra, dans ce même contexte, acquérir, disposer et investir dans des prêts, valeurs mobilières, titres, actifs, obligations, billets à ordre, avances, actions, bons de souscriptions, intérêts financiers et autres sûretés. La Société peut accessoirement octroyer des gages et d'autres garanties et sûretés, de quelque nature que ce soit, à toute entité luxembourgeoise ou étrangère impliquée dans une telle opération de titrisation.

La Société pourra effectuer tous investissements ou opérations de nature légale, commerciale, technique ou financière, et en général, toutes transactions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de son objet, ainsi que toutes opérations facilitant directement ou indirectement l'accomplissement de son objet dans tous les domaines décrits ci-dessus.

Art. 4. Siège social.

4.1 Le siège social de la Société est établi en la ville de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

4.2 Le siège social pourra être transféré à l'intérieur de la même commune par décision du conseil de gérance.

4.3 Il pourra être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

4.4 Il peut être créé, par une décision du conseil de gérance, des succursales ou bureaux dans le Grand-Duché de Luxembourg.

B. Capital social - Parts sociales - Registre des associés - Propriété et transfert des parts sociales

Art. 5. Capital social.

5.1 Le capital social est fixé à la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) représenté par cinq cents (500) parts sociales, d'une valeur nominale de vingt-cinq euros (EUR 25,-) chacune.

5.2 Aux conditions et termes prévus par la loi, le capital social de la Société pourra être augmenté ou réduit par une décision de l'assemblée générale des associés, prise aux conditions requises pour une modification des présents statuts.

Art. 6. Parts sociales.

6.1 Le capital social de la Société est divisé en parts sociales ayant chacune la même valeur nominale.

6.2 La Société peut avoir un ou plusieurs associés, étant précisé que le nombre des associés est limité à quarante (40), sauf disposition contraire de la loi.

6.3 Le droit d'un associé dans les actifs et les bénéfices de la Société est proportionnel au nombre de parts sociales qu'il détient dans le capital social de la Société.

6.4 Le décès, l'incapacité, la dissolution, la faillite ou tout autre évènement similaire concernant tout associé ou l'associé unique, le cas échéant, n'entraînera pas la dissolution de la Société.

6.5 La Société pourra racheter ou retirer ses propres parts sociales, sous réserve d'une annulation immédiate des parts sociales rachetées ou retirées et d'une réduction du capital social correspondante.

6.6 Les parts sociales de la Société sont émises sous forme nominative.

Art. 7. Registre des associés.

7.1 Un registre des associés sera tenu au siège social de la Société et pourra y être consulté par tout associé de la Société. Ce registre contiendra en particulier le nom de chaque associé, son domicile ou son siège social ou son siège principal, le nombre de parts sociales détenues par tel associé, tout transfert de parts sociales, la date de la notification ou de l'acceptation par la Société de ce transfert conformément aux présents statuts ainsi que toutes garanties accordées sur des parts sociales.

7.2 Chaque associé notifiera son adresse à la Société par lettre recommandée, ainsi que tout changement d'adresse ultérieur. La Société peut considérer comme exacte la dernière adresse de l'associé qu'elle a reçue.

Art. 8. Propriété et transfert de parts sociales.

8.1 La preuve du titre de propriété concernant des parts sociales peut être apportée par l'enregistrement d'un associé dans le registre des associés. Des certificats de ces enregistrements pourront être émis et signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, selon le cas, sur requête et aux frais de l'associé en question.

8.2 La Société ne reconnaît qu'un seul propriétaire par part sociale. Si une part sociale est détenue par plus d'une personne, ces personnes doivent désigner un mandataire unique qui sera considéré comme le seul propriétaire de la part sociale à l'égard de la Société. Celle-ci a le droit de suspendre l'exercice de tous les droits attachés à une telle part sociale jusqu'à ce qu'une personne soit désignée comme étant propriétaire unique.

8.3 Les parts sociales sont librement cessibles entre associés. Les parts sociales ne peuvent être cédées entre vifs à des non-associés qu'avec l'agrément donné par les associés, y compris le cédant, représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social. Sauf stipulation contraire par la loi, en cas de décès d'un associé, les parts sociales de ce dernier ne peuvent être transmises à des non-associés que moyennant l'agrément, donné par les associés, représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) des droits de vote des associés survivants. Cependant, aucun transfert n'est permis ou reconnu si l'effet d'un tel transfert est que la Société cesse d'être classée comme une société non-imposable aux yeux des autorités fiscales fédérales des Etats-Unis.

8.4 Toute cession de part social doit être documentée par un contrat de cession écrite sous seing privé ou sous forme authentique, le cas échéant, et ce transfert sera opposable à la Société et aux tiers sur notification de la cession à la Société ou par l'acceptation de la cession par la Société, suite auxquelles tout gérant peut enregistrer la cession.

8.5 La Société, par l'intermédiaire de n'importe lequel de ses gérants, peut aussi accepter et entrer dans le registre des associés toute cession à laquelle toute correspondance ou tout autre document fait référence et établit les consentements du cédant et du cessionnaire.

C. Assemblée générale des associés

Art. 9. Pouvoirs de l'assemblée générale des associés.

9.1 Les associés de la Société exercent leurs droits collectifs dans l'assemblée générale des associés, qui constitue un des organes de la Société.

9.2 Si la Société ne possède qu'un seul associé, cet associé exercera les pouvoirs de l'assemblée générale des associés. Dans ce cas et lorsque le terme „associé unique“ n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence à „l'assemblée générale des associés“ utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence à „l'associé unique“.

9.3 L'assemblée générale des associés est investie des pouvoirs qui lui sont expressément réservés par la loi et par les présents statuts.

9.4 En cas de pluralité d'associés et si le nombre d'associés n'excède pas vingt-cinq (25), les associés peuvent, au lieu de tenir une assemblée générale d'associés, voter par résolution écrite, aux termes et conditions prévus par la loi. Le cas échéant, les dispositions des présents statuts concernant les assemblées générales des associés s'appliqueront au vote par résolution écrite.

Art. 10. Convocation de l'assemblée générale des associés.

10.1 L'assemblée générale des associés de la Société peut à tout moment être convoquée par le conseil de gérance ou par les associés représentant au moins cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société, pour être tenue au lieu et date précisés dans l'avis de convocation.

10.2 Si la Société compte plus de vingt-cinq (25) associés, une assemblée générale annuelle des associés doit être tenue dans la commune où le siège social de la Société est situé ou dans un autre lieu tel que spécifié dans l'avis de convocation à cette assemblée. L'assemblée générale annuelle des associés doit être convoquée dans un délai de six (6) mois à compter de la clôture des comptes de la Société.

10.3 L'avis de convocation à toute assemblée générale des associés doit contenir l'ordre du jour, le lieu, la date et l'heure de l'assemblée, et cet avis doit être envoyé à chaque associé par lettre recommandée au moins huit (8) jours avant la date prévue de l'assemblée.

10.4 Si tous les associés sont présents ou représentés à une assemblée générale des associés et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, l'assemblée générale des associés peut être tenue sans convocation préalable.

Art. 11. Conduite de l'assemblée générale des associés - vote par résolution écrite.

11.1 Un bureau de l'assemblée doit être constitué à toute assemblée générale des associés, composé d'un président, d'un secrétaire et d'un scrutateur, chacun étant désigné par l'assemblée générale des associés, sans qu'il soit nécessaire qu'ils soient associés ou membres du conseil de gérance. Le bureau de l'assemblée s'assure spécialement que l'assemblée soit tenue conformément aux règles applicables et, en particulier, en accord avec celles relatives à la convocation, aux exigences de majorité, au décompte des votes et à la représentation des associés.

11.2 Une liste de présence doit être tenue à toute assemblée générale des associés.

11.3 Quorum et vote

11.3.1 Chaque part sociale donne droit à un (1) vote.

11.3.2 Sauf exigence contraire dans la loi ou dans les présents statuts, les résolutions des associés sont valablement prises si elles ont été adoptées par les associés représentant au premier vote plus de cinquante pour cent (50%) du capital social de la Société. Si cette majorité n'a pas été obtenue au premier vote, les associés seront convoqués ou consultés une deuxième fois. Au deuxième vote, les résolutions seront valablement adoptées avec une majorité de voix valablement exprimées, quelle que soit la portion du capital présent ou représenté.

11.4 Un associé peut agir à toute assemblée générale des associés en désignant une autre personne, associé ou non, comme son mandataire, par procuration écrite et signée, transmise par courrier, télécopie, courrier électronique ou par tout autre moyen de communication, une copie de cette procuration étant suffisante pour la prouver. Une personne peut représenter plusieurs ou même tous les associés.

11.5 Tout associé qui prend part à une assemblée générale des associés par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à l'assemblée s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à l'assemblée, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité.

11.6 Le conseil de gérance peut déterminer toutes les autres conditions à remplir par les associés pour pouvoir prendre part à toute assemblée générale des associés.

Art. 12. Modification des statuts. Sous réserve des termes et conditions prévus par la loi, les présents statuts peuvent être modifiés par une décision de l'assemblée générale des associés, adoptée par (i) la majorité des associés (ii) représentant au moins soixante-quinze pour cent (75%) du capital social de la Société.

Art. 13. Procès-verbaux des assemblées générales des associés.

13.1 Le bureau de toute assemblée générale des associés rédige le procès-verbal de l'assemblée, qui doit être signé par les membres du bureau de l'assemblée ainsi que par tout associé qui en fait la demande.

13.2 De même, l'associé unique, le cas échéant, rédige et signe un procès-verbal de ses décisions.

13.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers, doivent être certifiés conformes à l'original par le notaire ayant la garde de l'acte authentique, dans le cas où l'assemblée a été inscrite dans un acte notarié, ou signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

D. Gestion

Art. 14. Pouvoirs du conseil de gérance.

14.1 La Société sera gérée par un ou plusieurs gérants qui ne doivent pas nécessairement être des associés. En cas de pluralité de gérants, les gérants constituent un conseil de gérance, étant l'organe chargé de la gérance et de la représentation de la Société. Aucun gérant non-résident luxembourgeois ne doit être nommé s'il en résulte que la majorité du conseil de gérance sont des non-résidents luxembourgeois issus d'un seul et même pays étranger. Dans la mesure où le terme „gérant unique“ n'est pas expressément mentionné dans les présents statuts, une référence au „conseil de gérance“ utilisée dans les présents statuts doit être lue comme une référence au „gérant unique“.

14.2 Le conseil de gérance est investi des pouvoirs les plus larges pour prendre toutes actions nécessaires ou utiles à l'accomplissement de l'objet social, à l'exception des pouvoirs que la loi ou les présents statuts réservent à l'associé/aux associés. L'exercice d'une fonction du conseil de gérance en relation avec la gérance et le contrôle de la Société ne doit pas être effectué dans un pays autre que le Luxembourg.

14.3 La gestion journalière de la Société ainsi que représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, peut être déléguée à un ou plusieurs gérants résidents luxembourgeois ou à toute autre personne, associée ou non, susceptibles d'agir seuls ou conjointement comme mandataires de la Société. Leur désignation, révocation et pouvoirs sont déterminés par une décision du conseil de gérance.

14.4 La Société pourra également conférer des pouvoirs spéciaux par procuration notariée ou sous seing privé à toute personne agissant seule ou conjointement avec d'autres personnes comme mandataire de la Société, pourvu que, lorsque de tels pouvoirs s'étendent au-delà de l'exécution et les décisions de la Société sans discrétion, de telles personnes soient des résidents luxembourgeois.

14.5 La Société doit en tout moment avoir un compte en banque au Luxembourg.

Art. 15. Composition du conseil de gérance. Le conseil de gérance doit choisir un président du conseil de gérance parmi ses membres. Il peut aussi choisir un secrétaire, qui peut n'être ni associé ni membre du conseil de gérance.

Art. 16. Election et révocation des gérants et terme du mandat.

16.1 Les gérants seront élus par l'assemblée générale des associés, qui déterminera leurs émoluments et la durée de leur mandat.

16.2 Tout gérant peut être révoqué à tout moment, sans préavis et sans cause, par l'assemblée générale des associés. Un gérant, étant également associé de la Société, ne sera pas exclu du vote sur sa propre révocation.

16.3 Tout gérant exercera son mandat jusqu'à ce que son successeur ait été élu. Tout gérant sortant peut également être réélu pour des périodes successives.

Art. 17. Convocation des réunions du conseil de gérance.

17.1 Le conseil de gérance (ou tout comité du conseil de gérance) se réunit exclusivement à Luxembourg sur convocation du président ou de deux (2) de ses membres au lieu à Luxembourg indiqué dans l'avis de convocation tel que décrit au prochain alinéa.

17.2 Un avis de convocation écrit à toute réunion du conseil de gérance doit être donné à tous les gérants par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, au moins vingt-quatre (24) heures avant la date prévue pour la réunion, sauf s'il y a urgence, auquel cas l'avis de convocation devra mentionner la nature et les raisons de cette urgence. Il peut être passé outre à la nécessité de pareille convocation en cas d'assentiment écrit de chaque gérant par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication, une copie d'un tel document écrit étant suffisante pour le prouver. Un avis de convocation n'est pas non plus requis pour des réunions du conseil de gérance se tenant à des heures et à des endroits déterminés dans une résolution préalablement adoptée par le conseil de gérance. De même, un tel avis n'est pas requis dans le cas où tous les membres du conseil de gérance sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance, ou dans le cas de décisions écrites conformément aux présents statuts.

Art. 18. Conduite des réunions du conseil de gérance.

18.1 Le président du conseil de gérance préside à toute réunion du conseil de gérance. En son absence, le conseil de gérance peut provisoirement élire un autre gérant comme président temporaire.

18.2 Quorum

Le conseil de gérance ne peut délibérer et agir valablement que si au moins deux (2) de ses membres sont présents ou représentés à une réunion du conseil de gérance. En toute hypothèse, au moins un gérant résident luxembourgeois doit être présent à ces réunions. Si plus de deux (2) membres du conseil participent à une réunion du conseil de gérance, une majorité de gérants résidents luxembourgeois doit être présente.

18.3 Vote

Les décisions sont prises à la majorité des votes des gérants présents ou représentés à chaque réunion du conseil de gérance. Le président de la réunion n'a pas de voix prépondérante.

18.4 Tout gérant peut se faire représenter à toute réunion du conseil de gérance en désignant sous forme écrite par courrier, télécopie, courrier électronique ou tout autre moyen de communication tout autre gérant de sa catégorie

comme son mandataire, une copie étant suffisante pour le prouver. Un gérant résident luxembourgeois ne peut nommer un gérant non-résident luxembourgeois comme son représentant.

18.5 Tout gérant qui prend part à une réunion du conseil de gérance par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication permettant son identification et que toutes les personnes participant à la réunion s'entendent mutuellement sans discontinuité et puissent participer pleinement à cette réunion, est censé être présent pour le calcul du quorum et de la majorité. Une réunion qui s'est tenue par les moyens de communication susvisés doit être initié au Luxembourg et tout gérant non-résident luxembourgeois ne peut atteindre un tel conseil de gérance après qu'il ait été initié. Une réunion qui s'est tenue par les moyens de communication susvisés sera censée s'être tenue au siège social de la Société.

18.6 Le conseil de gérance peut à l'unanimité prendre des résolutions écrites ayant le même effet que des résolutions adoptées lors d'une réunion du conseil de gérance dûment convoqué et s'étant régulièrement tenu. Ces résolutions écrites sont adoptées une fois datées et signées par tous les gérants sur un document unique ou sur des documents séparés, une copie d'une signature originale envoyée par courrier, télécopie, courrier électronique ou toute autre moyen de communication étant considérée comme une preuve suffisante. Le document unique avec toutes les signatures ou, le cas échéant, les actes séparés signés par chaque gérant, le cas échéant, constitueront l'acte prouvant l'adoption des résolutions, et la date de ces résolutions sera la date de la dernière signature.

18.7 Tout gérant qui a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial dans une transaction soumise à l'approbation du conseil de gérance qui est en conflit avec l'intérêt de la Société doit informer le conseil de gérance de ce conflit d'intérêts et doit voir sa déclaration enregistrée dans le procès-verbal de la réunion du conseil de gérance. Lorsque la Société a un gérant unique et que, dans une transaction conclue entre la Société et le gérant unique, celui-ci a, directement ou indirectement, un intérêt patrimonial qui est en conflit avec l'intérêt de la Société, ce conflit d'intérêt doit être divulgué dans le procès-verbal enregistrant la transaction en cause. Le présent article 18.7 ne s'applique pas aux opérations courantes et conclues dans des conditions normales.

Art. 19. Procès-verbaux des réunions du conseil de gérance.

19.1 Le secrétaire ou, s'il n'a pas été désigné de secrétaire, le président rédige le procès-verbal de toute réunion du conseil de gérance, qui est signé par le président et par le secrétaire, le cas échéant.

19.2 Le gérant unique, le cas échéant, rédige et signe également un procès-verbal de ses résolutions.

19.3 Toute copie et extrait de procès-verbaux destinés à servir dans une procédure judiciaire ou à être délivrés à un tiers seront signés par le président du conseil de gérance, par deux gérants ou par le gérant unique, le cas échéant.

Art. 20. Rapports avec les tiers. Vis-à-vis des tiers, la Société sera valablement engagée en toute circonstance par la signature conjointe de deux (2) gérants, ou par la signature du gérant unique ou par les signatures conjointes ou la seule signature de toute(s) personne(s) à laquelle/auxquelles pareil pouvoir de signature aura été délégué. La Société sera valablement engagée vis-à-vis des tiers par la signature de tout/tous mandataire(s) auquel/auxquels le pouvoir quant à la gestion journalière de la Société aura été délégué conformément à l'article 14.3, agissant seul ou conjointement, conformément aux règles et aux limites d'une telle délégation.

E. Surveillance de la société

Art. 21. Réviseur(s) d'entreprises.

21.1 Les données comptables liées au rapport annuel de la Société seront examinées par un réviseur d'entreprises choisi parmi les membres de l'Institut des réviseurs d'entreprises nommé par le(s) gérant(s) et rémunéré par la Société.

21.2 Le réviseur d'entreprises accomplira toutes les fonctions qui lui sont attribuées par la Loi sur les sociétés commerciales et par la Loi sur la Titrisation. Le réviseur d'entreprises a un droit illimité de surveillance et de contrôle permanents de toutes les opérations de la Société.

21.3 Un réviseur d'entreprises agréé peut seulement être révoqué pour juste motifs ou avec son approbation par le (s) gérant(s).

F. Exercice social - Bénéfices - Dividendes provisoires

Art. 22. Exercice social. L'exercice social de la Société commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de la même année.

Art. 23. Bénéfices.

23.1 Chaque année, au trente et un décembre, les comptes sont arrêtés et les gérants dressent un inventaire contenant l'indication des valeurs mobilières et immobilières de toutes les dettes actives et passives de la Société. Tout actionnaire peut prendre connaissance de l'inventaire et du bilan au siège social.

23.2 Sur les bénéfices annuels nets de la Société, au moins cinq pour cent (5 %) seront affectés à la réserve légale. Cette affectation cessera d'être obligatoire dès que et tant que le montant total de la réserve de la Société atteindra dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

23.3 Les sommes allouées à la Société par un associé peuvent également être affectées à la réserve légale, si l'associé en question accepte cette affectation.

23.4 En cas de réduction de capital, la réserve légale de la Société pourra être réduite en proportion afin qu'elle n'excède pas dix pour cent (10%) du capital social.

23.5 Le surplus des profits annuels nets sera distribué comme dividendes aux actionnaires conformément à la Loi sur la Titrisation.

Art. 24. Dividendes intérimaires. Le conseil de gérance ou l'assemblée générale des associés pourra procéder à la distribution de dividendes intérimaires, sous réserve que (i) des comptes intérimaires ont été établis, démontrant suffisamment de fonds disponibles, (ii) le montant à distribuer n'excède pas la somme totale des bénéfices faites depuis la fin du dernier exercice social pour lequel les comptes annuels ont été approuvés, plus tous les bénéfices reportés et sommes reçues de réserves disponibles à cette fin, moins des pertes reportées et toutes les sommes qui doivent être mises à la réserve conformément aux dispositions de la loi ou des statuts présents et (iii) le réviseur d'entreprises de la Société, le cas échéant, a considéré dans son rapport au conseil de gérance, que les deux premières conditions ont été satisfaites.

G. Liquidation

Art. 25. Liquidation. En cas de dissolution de la Société, la liquidation sera effectuée par un ou plusieurs liquidateurs, personnes physiques ou morales, nommés par l'assemblée générale des associés qui décide de la dissolution de la Société et qui fixera les pouvoirs et émoluments de chacun.

H. Loi applicable

Art. 26. Loi applicable.

26.1 Les présents statuts doivent être lus et interprétés selon le droit luxembourgeois, auquel ils sont soumis.

26.2 Pour tout ce qui n'est pas réglé par les présents statuts, les associés s'en réfèrent aux dispositions de la Loi sur la Titrisation ou la Loi sur les sociétés commerciales.

Dispositions transitoires

1) Le premier exercice social de la Société commencera le jour de la constitution de la Société et se terminera le 31 décembre 2014.

2) Les bénéfices provisoires peuvent aussi être distribués pendant le premier exercice social de la Société.

Souscription et paiement

Toutes les parts sociales ont été souscrites comme suit:

Sanne Trust Company Limited, agissant en sa qualité de trustee de Gladius 2 Charitable Trust, susnommée, a payé douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) pour une souscription à cinq cents (500) parts sociales.

Total: douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) payés pour cinq cents (500) parts sociales.

Toutes les parts sociales ont été entièrement libérées en espèces, de sorte que la somme de douze mille cinq cents euros (EUR 12.500,-) est dès maintenant à la disposition de la Société, ce dont il a été justifié au notaire soussigné.

Frais

Le montant des dépenses, frais, rémunérations et charges, sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge à raison de sa constitution sont évalués à environ mille cent euros (EUR 1.100,-).

Décisions de l'associé unique

L'associé constituant, représentant l'intégralité du capital social de la Société et considérant avoir été dûment convoqué, a immédiatement pris les résolutions suivantes:

1. Le nombre de membres au conseil de gérance a été fixé à trois (3).

2. Les personnes suivantes ont été nommées gérants de la Société:

a) M. Philip Godley, né le 21 mars 1974 à Sheffield, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle au 51, av. JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

b) Mme Alexandra Fantuz, née le 25 septembre 1974 à Hayange, France, avec adresse professionnelle au 51, av. JF Kennedy, L-1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg;

c) M. James Saout, né le 11 octobre 1978 à Jersey, Royaume-Uni, avec adresse professionnelle au 13, Castle Street, St Helier, Jersey, JE4 5UT.

3. Le mandat des gérants se termine à la date à laquelle l'assemblée générale des associés/l'associé unique, selon le cas, décide de l'approbation des comptes de la Société pour l'exercice social 2019 ou à toute date antérieure déterminée par l'assemblée générale des associés/l'associé unique, selon le cas.

4. L'adresse du siège social de la Société est fixée au L-1855 Luxembourg, 51, Avenue John F. Kennedy.

Le notaire soussigné qui comprend et parle l'anglais, constate que sur demande de la comparante, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une traduction en français. Sur demande de la même comparante et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fait foi.

Dont acte fait et passé à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, à la date indiquée au début de ce document.
Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire de la comparante, connue du notaire instrumentaire par son nom, prénom usuel, état et demeure, ladite mandataire a signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: Drauth, GRETHEN.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 3 mars 2014. Relation: LAC/2014/9748. Reçu soixante-quinze euros (75,00 €).

Le Receveur (signé): Irène Thill.

Pour expédition conforme délivrée aux fins de la publication au Mémorial C.

Luxembourg, le 6 mars 2014.

Référence de publication: 2014035349/661.

(140040151) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2014.

**Casto S.A., Société Anonyme,
(anc. Casto S.A., SPF).**

Siège social: L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi.

R.C.S. Luxembourg B 72.867.

L'an deux mille treize, le trente-et-un décembre.

Par-devant Maître Francis Kessler, notaire de résidence demeurant à 5, rue Zénon Bernard, L-4030 Esch-sur-Alzette, Grand Duché de Luxembourg soussigné,

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme-société de gestion de patrimoine familial CASTO S.A., SPF, avec siège social à L-2120 Luxembourg, 16, allée Marconi,

inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés à Luxembourg section B numéro 72.867,

constituée aux termes d'un acte de scission reçu par Maître Paul FRIEDERS, alors notaire de résidence à Luxembourg, en date du 25 novembre 1999, publié au Mémorial c numéro 82 du 25 janvier 2000

dont les statuts ont été modifiés en dernier lieu aux termes d'un acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 05 mars 2010, publié au Mémorial C numéro 2278 du 26 octobre 2010.

La séance est ouverte à 10.00 heures sous la présidence de Madame Sofia AFONSO-DA CHAO CONDE, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

Madame la Présidente désigne comme secrétaire Madame Maria SANTIAGO-DE SOUSA, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

L'assemblée appelle aux fonctions de scrutateur Mademoiselle Claudia ROUCKERT, employée privée, avec adresse professionnelle à Esch/Alzette.

Qu'il résulte d'une liste de présence, dressée et certifiée exacte par les membres du bureau que les mille (1.000) actions sans désignation de valeur nominale, représentant l'intégralité du capital social de CINQUANTE MILLE EUROS (EUR 50.000,-), sont dûment représentées à la présente assemblée, qui en conséquence est régulièrement constituée et peut délibérer ainsi que décider valablement sur les points figurant à l'ordre du jour, ci-après reproduit, sans convocations préalables, tous les membres de l'assemblée ayant consenti à se réunir sans autres formalités, après avoir eu connaissance de l'ordre du jour.

Ladite liste de présence dûment signée, restera annexée au présent acte, pour être soumise en même temps aux formalités de l'enregistrement.

Madame la Présidente requiert le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

L'ordre du jour de la présente assemblée est conçu comme suit:

Ordre du jour

1) Transformation de la société de gestion de patrimoine familial («SPF») en société anonyme de participation financière; suppression dans les Statuts de toute référence à la loi du 11 mai 2007 relative aux sociétés de gestion de patrimoine familial («SPF»), à compter de ce jour;

2) Changement du libellé de l'objet social et de l'article afférent pour lui donner la teneur suivante:

La société a pour objet toutes prises de participations sous quelques formes que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets,

la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, et plus généralement toutes opérations commerciales, financières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société ou susceptible de contribuer à son développement.

La société pourra également, et accessoirement, acheter, vendre, louer, gérer tout bien immobilier tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

3) Modification de la dénomination de la société en CASTO S.A. Modification de l'article 1^{er} des statuts pour lui donner la teneur suivante: il existe une société anonyme, sous la dénomination de CASTO S.A.

Ensuite l'assemblée aborde l'ordre du jour et après en avoir délibéré, elle a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première Résolution

L'assemblée décide de transformer la société de gestion de patrimoine familial («SPF») en une société anonyme de participation financière («Soparfi»), et de supprimer dans les Statuts toute référence à la loi du 11 mai 2007 relative aux sociétés de gestion de patrimoine familial («SPF»), à compter de ce jour

Deuxième Résolution

L'assemblée décide de changer l'objet social et de retirer toute référence à la loi du 11 mai 2007 relative à la création d'une société de gestion de patrimoine familiale («SPF») de sorte que l'article trois (3) des statuts ont dorénavant la teneur suivante:

La société a pour objet toutes prises de participations sous quelques formes que ce soit, dans des entreprises ou sociétés luxembourgeoises ou étrangères; l'acquisition par voie d'achat, d'échange, de souscription, d'apport de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par voie de vente, d'échange et de toute autre manière de valeurs mobilières de toutes espèces; le contrôle et la mise en valeur de ces participations, notamment grâce à l'octroi aux entreprises auxquelles elle s'intéresse de tous concours, prêts, avances ou garanties; l'emploi de ses fonds à la création, à la gestion, à la mise en valeur et à la liquidation d'un portefeuille se composant de tous titres et brevets de toute origine, l'acquisition par voie d'apport, de souscription, de prise ferme ou d'option d'achat et de toute autre manière, de tous titres et brevets, la réalisation par voie de vente, de cession, d'échange ou autrement et la mise en valeur de ces affaires et brevets, et plus généralement toutes opérations commerciales, financières ou mobilières se rattachant directement ou indirectement à l'objet de la société ou susceptible de contribuer à son développement.

La société pourra également, et accessoirement, acheter, vendre, louer, gérer tout bien immobilier tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Troisième Résolution

L'assemblée décide de modifier la dénomination de la société en CASTO S.A., de sorte que l'article premier (1^{er}) des statuts aura dorénavant la teneur suivante:

Art. 1^{er}. Il existe une société anonyme, sous la dénomination de CASTO S.A.

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour et personne ne demandant la parole, Madame la Présidente lève la séance.

DONT ACTE, fait et passé à Esch/Alzette, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée à la mandataire des comparants, elle a tout signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: Conde, Maria Santiago, Rouckert, Kessler.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10 janvier 2014. Relation: EAC/2014/611. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): Santioni A.

POUR EXPEDITION CONFORME

Référence de publication: 2014034028/88.

(140038522) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 mars 2014.

GBF SICAV-SIF, Société en Commandite par Actions - Fonds d'Investissement Spécialisé.

Siège social: L-4360 Esch-sur-Alzette, 14, Porte de France.

R.C.S. Luxembourg B 185.053.

—
STATUTES

In the year two thousand and fourteen, on fourteenth day of February.

Before Maître Roger ARRENSDORFF, notary residing in Luxembourg.

THERE APPEARED:

- GBF Management S.à.r.l., a private limited liability company (société à responsabilité limitée) existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg having its registered office at 9b boulevard du Prince-Henri, L-1724 Luxembourg, which registration at the Luxembourg register of commerce and companies is pending,

And

- Bruno Barbier, entrepreneur, born in Uccle, Brussels, Belgium, on September 26, 1966, residing at 54 boulevard du Jardin Exotique, 98000 Monaco;

Both represented by Cédric BUISINE, employee,

residing in Luxembourg,

by virtue of two proxies given on February 12, 2014.

The said proxies, after having been signed *ne varietur* by the appearing parties and the undersigned notary, will remain annexed to the present deed for the purpose of registration. Such appearing parties, represented as stated here-above, have requested the undersigned notary, to state as follows the articles of association of a partnership limited by shares (société en commandite par actions), which is hereby incorporated:

Art. 1. Form and Name.

1.1 There is hereby established among the subscribers and all those who may become owners of shares hereafter issued, a Luxembourg company in the form of an investment company with variable capital (société d'investissement à capital variable - SICAV) in the form of a partnership limited by shares (société en commandite par actions - S.C.A.) organised as a specialised investment fund (fonds d'investissement spécialisé - SIF) under the name of GBF SICAV-SIF (the Fund).

1.2 The Fund is governed by the Luxembourg law dated 13 February 2007 on specialised investment funds, as amended (the SIF Law), the Luxembourg law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the 1915 Law) (provided that in case of conflicts between the 1915 Law and the SIF Law, the SIF Law shall prevail) as well as by the present articles of association of the Fund as may be amended from time to time (the Articles).

Art. 2. Registered office.

2.1 The registered office of the Fund is established in Esch-sur-Alzette. It may be transferred within the boundaries of the municipality of Esch-sur-Alzette (or elsewhere in the Grand Duchy of Luxembourg if, and to the extent, permitted under the 1915 Law) by a resolution of the General Partner (as defined below)

2.2 Where the General Partner determines that extraordinary political or military developments or events have occurred or are imminent and that these developments or events would interfere with the normal activities of the Fund at its registered office, or with the ease of communication between such office and persons abroad, the registered office may be temporarily transferred abroad until the complete cessation of these extraordinary circumstances. Such temporary measures shall have no effect on the nationality of the Fund which, notwithstanding the temporary transfer of its registered office, will remain a partnership limited by shares incorporated in the Grand Duchy of Luxembourg.

Art. 3. Duration of the Fund. The Fund is created for an unlimited duration.

Art. 4. Corporate objects.

4.1. The exclusive object of the Fund is to invest the funds available to it in any kind of assets eligible under the SIF Law with the aim of spreading investment risks and affording its shareholders the results of the management of its assets.

4.2 The Fund may take any measures and carry out any transaction, which it may deem useful for the fulfilment and development of its purpose to the full extent permitted under the SIF Law.

Art. 5. Share capital. The subscribed share capital of the Fund shall be represented by fully paid up shares (the Shares) with no par value and shall at any time be equal to the total net assets of the Fund pursuant to Article 11 of the present Articles. The Fund shall within one (1) year after the Fund's approval by the Luxembourg supervisory authority, the Commission de Surveillance du Secteur Financier (the CSSF), have a minimum subscribed share capital of one million two hundred fifty thousand euro (EUR 1,250,000) and it may not be less than this amount.

The subscribed share capital of the Fund is thirty one thousand euro (EUR 31,000) divided into one (1) management share (the Management Share) and three hundred nine (309) ordinary shares (the Ordinary Shares).

The subscribed share capital of the Fund shall be represented by the following classes of Shares (the Classes):

- (a) the "Management Share Class": Share subscribed by the General Partner as unlimited shareholder of the Fund; and
- (b) the "Ordinary Shares Class(es)": Shares, which may be of different Classes, as may be provided in the offering document of the fund (the Issuing Document) which shall be subscribed by any person or entity approved by the General Partner as holder(s) of Ordinary Shares and as limited shareholders (associés commanditaires) (the "Limited Shareholders") with the specific features for each Class of Shares, as described in the Issuing Document, and will be issued pursuant to Articles 6 and 7 of these Articles and in accordance with the Issuing Document.

The General Partner may change the characteristics of any Class with: (i) the prior approval of the Commission de Surveillance du Secteur Financier; and (ii) notification to the relevant Limited Shareholders one (1) month prior effecti-

veness to enable the relevant Limited Shareholders to request the redemption of their Ordinary Shares, free of charge, during such period.

For the purpose of determining the subscribed share capital of the Fund, the net assets attributable to each Class will, if not already denominated in euro, be converted into euro. The subscribed share capital of the Fund equals the total of the net assets of all the Classes.

The Fund is one single legal entity. However, with regard third parties, in particular towards the Fund's creditors, each Compartment shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

The Fund may at any time establish different pools of assets, each constituting a separate compartment (each a Compartment and together the Compartments) under the meaning of Article 71 of the SIF Law (which may as the Fund may determine, be denominated in different currencies) as further set out in the Issuing Document. Each such pool of assets shall be invested pursuant to Article 4 hereof for the exclusive benefit of the Shareholders of the relevant Compartment. Each Compartment may have different specific features (including, but not limited to, specific fee structures, permitted investments, investment restrictions and distribution policies) as the Fund shall from time to time determine in respect of each Compartment.

Art. 6. Eligible Status of Investors. Ordinary Shares may only be subscribed by well-informed investors (the Eligible Investors), being, pursuant to Article 2 of the SIF Law (a) any institutional investor, (b) any professional investor or (c) any other investor who meets the following conditions:

- he/she/it has declared in writing that he adheres to status of well-informed investor; and
- he/she/it invests a minimum of one hundred twenty five thousand euros (EUR 125,000) in the Fund; or
- he/she/it provides an assessment made by a credit institution within the meaning of Directive 2006/48/EC, by an investment firm within the meaning of Directive 2004/39/EC or by a management company within the meaning of Directive 2001/107/EC certifying his/her/its expertise, his/her/its experience and his/her/its knowledge in adequately appraising an investment in the Fund.

These restrictions are not applicable to the General Partner, the managers of the General Partner or any other persons involved in the management of the Fund, in accordance with the provisions of the SIF Law.

The General Partner, or as the case may be the persons, entities appointed by the General Partner to receive subscriptions orders for Ordinary Shares may request all information and documents required in order to assess the status of Eligible Investor.

The Fund will not give effect to any transfer of Ordinary Shares to an investor who does not comply with this Article.

Art. 7. Form of Shares.

7.1 The Fund only issues Shares in registered form and Shares will remain in registered form. Shares are issued without par value. The Shares are not represented by certificates.

All issued registered Shares shall be registered in the register of registered Shares (the Register) which shall be kept at the registered office of the Fund. The Register shall contain the name of each owner of registered Shares, his/her/its residence or elected domicile as indicated to the Fund, the number and Class of registered Shares held by him/her/it, the amount paid up on each fractional Share. The Shareholder's rights of ownership on the registered Shares will be established by the entry of the Shareholder's name in this Register.

Each Shareholder will provide the Fund with an address to which all notices and announcements may be sent. Such address will also be entered into the Register.

In the event that a Shareholder does not provide the Fund with an address, the Fund may permit a notice to this effect to be entered into the Register and the Shareholder's address will be deemed to be at the registered office of the Fund, or such other address as may be so entered into the Register by the Fund from time to time, until another address shall be provided to the Fund by such Shareholder. Shareholders may, at any time, change their address as entered into the Register by way of a written notification sent to the Fund.

7.2 The Fund will recognise only one holder per Share. In case a Share is held by more than one person, the Fund has the right to suspend the exercise of all rights attached to that Share until one person has been appointed as sole owner in relation to the Fund. The same rule shall apply in the case of conflict between an usufruct holder (usufruitier) and a bare owner (nu-propriétaire) or between a pledgor and a pledgee. Moreover, in the case of joint Shareholders, the Fund reserves the right to pay any redemption proceeds, distributions or other payments to the first registered holder only, whom the Fund may consider to be the representative of all joint holders, or to all joint Shareholders together, at its absolute discretion.

The Fund may decide to issue fractional Share. Such fractional Shares shall not be entitled to vote but shall be entitled to participate in the net assets attributable to the relevant Class of Shares on a pro rata basis.

Shares issued by the Fund can only be redeemed in accordance with the provisions of the Issuing Document and the present Articles.

7.3 The Limited shareholders of a Compartment shall have a preferential acquisition right (pro rata their participation in such Compartment) in any transfer approved by the General Partner, as further described in the Issuing Document. Subject to the provisions of Article 10 below, a transfer of registered Shares is effective, upon prior approval of the

General Partner, by a written declaration of transfer to be inscribed in the Register, dated and signed by the transferor and the transferee or any persons empowered to do so. Any transfer of Shares shall be entered into the Register; such inscription shall be signed by one or more managers of the General Partner or by any person authorised thereto by the General Partner. The Fund will not issue, or give effect to any transfer of Ordinary Shares to any investor who is not an Eligible Investor.

The Fund may also accept as evidence of transfer other instruments of transfer evidencing the consent of the transferor and the transferee satisfactory to the Fund.

Payments of dividends, if any, will be made to Shareholders by bank transfer or by cheque sent to their addresses as indicated in the Register.

Art. 8. Issue of Shares. The General Partner is authorised, without limitation, to issue an unlimited number of fully paid up Ordinary Shares at any time in accordance with the terms of the Issuing Document and these Articles without reserving a preferential right to subscribe for the Ordinary Shares to be issued.

The General Partner may impose conditions on the issue of Ordinary Shares, at any time in accordance with the procedures and subject to the terms and conditions set out in the Issuing Document and the relevant Compartment Supplement.

Unless otherwise provided for a specific Compartment, whenever the Fund offers Ordinary Shares for subscription, the price per Ordinary Share will be based on the net asset value per Share of the relevant Class as determined in compliance with Article 11 below as of such Valuation Day (as defined below). Such price may be increased by a percentage estimate of costs and expenses to be incurred by the Fund when investing the proceeds of the issue of Ordinary Shares and by applicable sales commissions, as approved from time to time by the General Partner.

Payments for subscriptions of Shares shall be made in whole under the terms and conditions as determined by the General Partner and as indicated and more fully described in the Issuing Document. The modes of payment and subscription price of the Ordinary Shares in relation to such subscriptions shall be determined by the General Partner and more fully described in the Issuing Document.

The price so determined shall be payable within a period as determined by the General Partner, as described in further details in the Memorandum. The General Partner may delegate to any manager, officer or other duly authorised agent the power to accept subscriptions, to receive payment of the price of new Shares to be issued and to deliver them.

The General Partner may agree to issue Shares as consideration for a contribution in kind of securities or assets, in compliance with the conditions set forth by Luxembourg law, in particular the obligation, as the case may be, to deliver a valuation report from the independent auditor of the Fund («réviseur d'entreprises agréé») if applicable in accordance with Article 26.1 of the 1915 Law and provided that such securities comply with the investment objectives and policies of the relevant Compartment.

Art. 9. Redemption of Shares. The redemption by the Fund of its own Shares in circumstances other than those referred to in this Article and/or the Issuing Document will take place by virtue of a resolution of and on the terms and conditions to be decided upon by the Shareholders' extraordinary general meeting deliberating in the manner provided for amendments of the Articles, subject each time to the consent of the General Partner.

Unless otherwise provided for a specific Compartment in the Issuing Document, any Limited Shareholder may, at any time, require the redemption of all or part of his/her/its Ordinary Shares by the Fund, in accordance with the provisions set forth by the General Partner in the Issuing Document and within the limits provided by law and the present Articles.

The General Partner may impose restrictions on the frequency at which Ordinary Shares may be redeemed in any Class of Ordinary Shares.

The redemption price per Ordinary Share shall be paid within a period as determined by the General Partner, as described in further details in the Issuing Document.

Unless otherwise provided for a specific Compartment in the Issuing Document, the redemption price shall be based on the net asset value per Share of the relevant Class, as determined in accordance with Article 12 below, less such charges and commissions (if any) at the rate provided in the Issuing Document. The relevant redemption price may be rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency as the General Partner shall determine.

Payment of the redemption price will normally be made within the time-frame set out in the Issuing Document. A redemption fee may apply if permitted by the Issuing Document. Unless otherwise provided for a specific Compartment in the Issuing Document, the redemption price shall be equal to the net asset value for the relevant Class of Shares, as determined in accordance with Article 11 below, such price being rounded up or down to the nearest unit of the relevant currency, as determined by the General Partner. Any request for redemption in accordance with the provisions set forth in the Issuing Document shall be irrevocable except in the event of suspension of redemption, pursuant to the Issuing Document and Article 12 hereof, or if the General Partner, at its discretion, taking due account of the principle of equal treatment between Shareholders and the interest of the relevant Class, decides otherwise. In the absence of revocation, redemption will occur as of the first redemption day after the end of the suspension provided that the Shareholder has satisfied the required notice period set forth in the Issuing Document.

If a redemption of Ordinary Shares would reduce the number or the aggregate net asset value of the Ordinary Shares held by any Limited Shareholder in any Class of Ordinary Shares below such number or such value as the General Partner

shall determine from time to time, then such Limited Shareholder shall be deemed to have requested the redemption, as the case may be, of all its Ordinary Shares of such Class.

Ordinary Shares shall be compulsorily redeemed if the Shareholder ceases to be or is found not to be an Eligible Investor.

Ordinary Shares may also be redeemed for any other circumstances, as provided in the Issuing Document.

Further, if on any given redemption day, redemption requests pursuant to this article exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number or value of Ordinary Shares in issue in a specific Compartment or Class within a Compartment, the General Partner may decide that all or part of the payment of the proceeds of such requests for redemption will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the Fund.

If on any conversion day, conversion requests exceed a certain level determined by the General Partner in relation to the number or value of Ordinary Shares in issue in a specific Compartment or Class within a Compartment, the General Partner may decide that all or part, on a pro rata basis for each Limited Shareholder asking for the conversion of his/her/its Ordinary Shares; of such requests for conversion will be deferred for a period and in a manner that the General Partner considers to be in the best interest of the Fund. On the next conversion day following that period, these conversion requests will be met in priority to later requests.

Subject to the obligation to deliver a valuation report from the independent auditor of the Fund if applicable as per regulatory requirement in accordance with Article 26.1 of the 1915 Law, the Fund shall have the right, if the General Partner so determines, to satisfy payment of the redemption price to any Limited Shareholder who agrees, in specie by allocating to the holder investments from the portfolio of assets set up in connection with such Class or Classes of Ordinary Shares equal in value (determined in the manner described in Article 11 below) as of the redemption day, as of which the redemption price is determined, to the value of the Ordinary Shares to be redeemed. The nature and type of assets to be transferred in such case shall be determined on a fair and reasonable basis and without prejudicing the interests of the other Limited Shareholders of the relevant Class or Classes of Ordinary Shares. The costs of any such transfers shall be borne by the transferee.

If the NAV per Share is equal to zero euro (EUR 0), the Shareholder may not recover its funded Commitment but will not be liable beyond this amount. If the net asset value per Share is below zero euro (EUR 0), the Fund may enforce the Shareholder's Unfunded Commitment and/or Undrawn Commitment to pay the Fund's debts. Notwithstanding the foregoing, if on exceptional circumstances the liquidity of a Compartment is not sufficient to enable payment of redemption proceeds or conversions to be made within the relevant payment period, such payment (without interest), or conversion, will be made as soon as reasonably practicable thereafter.

All redeemed Ordinary Shares by the Fund may be cancelled.

Art. 10. Restriction on ownership of Shares.

10.1 The Fund may restrict or prevent the ownership of Ordinary Shares by any person, firm or corporate body if the General Partner, in its absolute discretion, determines that such:

- a) ownership may be detrimental to the Fund, in which case the General Partner shall establish serious grounds of justification;
- b) ownership may result (either individually or in conjunction with other Limited Shareholders in the same circumstances) in:
 - (i) the Fund incurring any liability for any taxation whenever created or imposed and whether in Luxembourg, or elsewhere or suffering pecuniary disadvantages which the same might not otherwise incur or suffer; or
 - (ii) the Fund being required to register its Shares under the laws of any jurisdiction other than Luxembourg; and
 - (iii) a breach of any law or regulation applicable to that person, the Fund or the General Partner, whether Luxembourg law or other law (including anti-money laundering and fight against terrorism financing laws and regulations); or
- c) such person is not an Eligible Investor.
(any such person being known as a Restricted Person).

10.2 The Fund may:

- a) decline to issue any Ordinary Shares and decline to register any transfer of Ordinary Shares where such issuance, registration, transfer or assignment would result in legal or beneficial ownership of such Ordinary Shares by a Restricted Person; and
- b) at any time require any person whose name is entered in the Register or who seeks to register a transfer of Ordinary Shares in the Register to deliver to the Fund any information, supported by affidavit, which it may consider necessary for the purpose of determining whether or not beneficial ownership of such Ordinary Shares rests with a Restricted Person, or whether such registration will result in beneficial ownership of such Ordinary Shares by a Restricted Person.
- c) decline to accept the vote of the Restricted Person at a Shareholders' general meeting and disregard its vote on any matter requiring the Shareholders' vote in accordance with the Issuing Document and these Articles; and/or
- d) retain all dividends paid or to be paid or other sums distributed or to be distributed with regard to the Ordinary Shares held by the Restricted Person; and/or

e) instruct the Restricted Person to sell his/her/its Ordinary Shares and to demonstrate to the Fund that this sale was made within ten (10) Luxembourg business days of the sending of the relevant notice, subject each time to the applicable restrictions on transfer; and/or

f) compulsorily redeem all Ordinary Shares held by the Restricted Person.

In addition to any liability under applicable law, each Limited Shareholder who does not qualify as an Eligible Investor, and who holds Ordinary Shares, shall hold harmless and indemnify the Fund, the General Partner, the other Limited Shareholders and the Fund's agents for any damages, losses and expenses resulting from or connected to such holding in circumstances where the relevant Limited Shareholder had furnished misleading or untrue documentation or had made misleading or untrue representations to wrongfully establish its status as an Eligible Investor or has failed to notify the Fund of its loss of such status.

Art. 11. Calculation of Net Asset Value per Share. The reference currency of the Fund is the euro. Each Compartment or Class of Shares may have a different reference currency. The net asset value per Share of each Compartment is expressed in the reference currency of the respective Compartment, as further described in the Issuing Document.

The net asset value per Share of each Class of Shares within the relevant Compartment will be calculated in good faith in Luxembourg, under the responsibility of the General Partner.

It shall be determined as of each Valuation Day by dividing the net assets of the Fund attributable to each Class of Shares within such Compartment, being the value of the portion of assets less the value of the liabilities attributable to such Class, on any such Valuation Day, by the number of Shares in the relevant Class within the Compartment then outstanding, in accordance with the valuation rules set forth below.

The net asset value per Share shall be rounded up or down (up to two (2) decimals) to the nearest decimal of the relevant currency as the General Partner shall determine.

For the purpose of relations between Shareholders, each Compartment is treated as a separate entity, generating without restriction its own contributions, capital gains and capital losses, fees and expenses. The Fund comprises a single legal entity. However in relation to third parties, in particular with respect to the Fund's creditors, each Compartment shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it.

(a) The Assets of the Fund shall include:

1. all cash in hand, receivable or on deposit, including any interest due but not yet collected and interest accrued thereon;
2. any interest of any kind or nature in any undertaking for collective investment or assimilated entity, without any limitation as to its form or legal status, whether with or without legal personality;
3. all bills and notes payable on demand and any account due (including the proceeds of securities sold but not delivered);
4. all securities, shares, bonds, time notes, debentures, debenture stocks, subscription rights, warrants and other securities, money market instruments and similar assets owned or contracted for by the Fund;
5. all interest accrued on any interest-bearing assets, except to the extent that the same is included or reflected in the principal amount of such assets;
6. all stock dividends, cash dividends and cash distributions receivable by the Fund to the extent information thereon is reasonably available to the Fund;
7. the liquidating value of all forward contracts and all call or put options in which the Fund has an open position;
8. the incorporation expenses of the Fund, including the costs of issuing and distributing Shares, insofar as they have not been written off; and
9. all other assets of any kind and nature.

(b) The value of such assets shall be determined at fair value with due regard to the following principles:

1. the value of any cash on hand or deposit, bills and demand notes and accounts receivable, prepaid expenses, cash dividends and interest declared or accrued as aforesaid and not yet received is deemed to be the full amount thereof, unless in any case the same is unlikely to be paid or received in full, in which case the value thereof is arrived at after making such discount as may be considered appropriate in such case to reflect the true value thereof;
2. securities listed and traded primarily on one or more recognized securities exchanges shall be valued at their last known prices on the Valuation Day;
3. units or shares of undertakings for collective investment are taken at their last official net asset value known in Luxembourg at the time of calculating the net asset value of the relevant Compartment. If such price is not representative of the fair value of such assets, then the price shall be determined by the Fund on a fair value basis;
4. investments subject to bid and offer prices are valued at their mid-price, if not otherwise determined by the Fund;
5. unlisted securities for which over-the-counter market quotations are readily available (including listed securities for which the primary market is believed to be the over-the-counter-market) shall be valued at a price equal to the last reported price as supplied by recognised quotation services or broker-dealers;

6. all other non-publicly traded securities, other securities or instruments or investments for which reliable market quotations are not available, and securities, instruments or investments which the Fund determines in its absolute discretion that the foregoing valuation methods do not fairly represent the fair value of such securities, instruments or investments, will be valued by the Fund either at their cost basis to the Compartment or in good faith using methods it considers appropriate;

7. any other assets of any kind or nature, including real estate assets, including instruments and techniques used for hedging purposes, will be valued at their fair market value having regard to applicable market standards as applied from time to time such as IFRS Red Book standards or EVCA guidelines for valuation; for the purpose of determining the fair value of the assets under this item 8. the Fund may have regard to all factors that it reasonably considers relevant in relation to such assets;

8. properties under construction shall be valued at cost until substantial completion upon which they will be valued on a fair market value basis in accordance with item 7. The properties will be evaluated by an independent appraiser on a case by case basis; and

9. the General Partner, in its discretion, may permit some other method of valuation to be used if it considers that such valuation better reflects the fair value of any asset of the Fund.

Assets expressed in a currency other than the reference currency of the Compartment concerned shall be converted on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day. If such rate of exchange is not available, the rate of exchange will be determined in good faith by or under procedures established by the Fund.

(c) The liabilities of the Fund shall include (without limitation):

1. all loans, bills and accounts payable;
2. all accrued interest on loans (including accrued fees for Commitment for such loans);
3. all known liabilities, present or future, including all matured contractual obligations for payment of money, including the amount of any unpaid distributions declared by the Fund;
4. an appropriate provision for future taxes based on capital and income to the Valuation Day, as determined from time to time by the Fund, and other reserves (if any) authorised and approved by the Fund, as well as such amount (if any) as the Fund may consider to be an appropriate allowance in respect of any contingent liabilities of the Fund; and
5. all other liabilities of whatsoever kind and nature with the exception of those represented by Shares in the Fund.

In determining the amount of such liabilities the Fund shall, with due regard to the expenses borne by the Fund out of the fees it receives, if any, take into account all expenses payable by the Fund which shall include formation expenses, fees, expenses, disbursements and out-of-pocket expenses payable to the Custodian, its correspondents, the Administrative Agent as well as any other agent appointed by the Fund, the remuneration of any officers and their reasonable out-of-pocket expenses, insurance coverage and reasonable travelling costs in connection with meetings and committee meetings, fees and expenses for legal and auditing services, any fees and expenses involved in registering and maintaining the registration of the Fund with any governmental agencies or stock exchanges in the Grand Duchy of Luxembourg and in any other country, licensing fees for the use of the various indexes, reporting and publishing expenses, including the cost of preparing, translating, printing, advertising and distributing this Issuing Document (whereby the cost of any Compartment Supplement is allocated to the relevant Compartment only), further explanatory sales documents, periodical reports or registration statements, the costs of publishing the net asset value and any information relating to the fair value of the Fund, the costs of printing certificates, if any, and the costs of any reports to Shareholders, the cost of convening and holding General Meetings and committee meetings, all taxes, duties, governmental and similar charges, and all other operating expenses, including the cost of buying and selling assets, transaction fees, the cost of publishing the issue and redemption prices, interests, bank charges and brokerage, postage, insurance, telephone and telex. The Fund may accrue administrative and other expenses of a regular or recurring nature based on an estimated amount for yearly or other periods.

The Fund constitutes one single legal entity. With regard to third parties, in particular towards the Fund's creditors, each Compartment shall be exclusively responsible for all liabilities attributable to it. The assets, liabilities, expenses and costs that cannot be allotted to one Compartment will be charged to the different Compartment in equal parts or, as far as it is justified by the amounts concerned, proportionally to their respective net assets.

(d) The assets and liabilities of different Compartments shall be allocated as follows:

1. If multiple Classes of Shares relate to one Compartment, the assets attributable to such Classes shall be commonly invested pursuant to the specific investment policy of the Compartment concerned provided however, that within a Compartment, the General Partner is empowered to define Classes of Shares so as to correspond to (a) a specific distribution policy, such as entitling to distributions or not entitling to distributions and/or (b) a specific sales and redemption charge structure and/or (c) a specific management or advisory fee structure, and/or (d) a specific assignment of distribution, shareholder services or other fees and/or (e) the currency or currency unit in which the class may be quoted and based on the rate of exchange between such currency or currency unit and the reference currency of the relevant Compartment and/or (f) the use of different hedging techniques in order to protect in the reference currency of the relevant Compartment the assets and returns quoted in the currency of the relevant Class of Shares against long-

term movements of their currency of quotation and/or (g) such other features as may be determined by the General Partner from time to time in compliance with applicable law.

2. the proceeds to be received from the issue of Shares of a Class shall be applied in the books of the Fund to the relevant Class of Shares issued in respect of such Compartment;

3. where an asset is derived from another asset, such derived asset shall be applied in the books of the Fund to the same Class of Shares issued in respect to such Compartment as the asset from which it was derived and on each revaluation of an asset, the increase or diminution in value shall be applied to the relevant Class(es) of Shares;

4. where the Fund incurs a liability which relates to any asset of a particular Compartment or to any action taken in connection with an asset of a particular Compartment, such liability shall be allocated to the Class(es) of Shares issued in respect of such Compartment, subject to provisions under 1) above;

5. upon the record date for determination of the Shareholder entitled to any distribution declared on Shares of any Class of Shares, to the extent applicable, the net asset value of such Class of Shares shall be reduced by the amount of such distribution; and

6. in the case where any asset or liability of the Fund cannot be considered as being attributable to a particular Class of Shares, such asset or liability shall be allocated to all the Classes of Shares pro rata to their respective net asset value or in such other manner as determined by the General Partner acting in good faith.

All valuation regulations and determinations will be interpreted and made in accordance with Luxembourg laws and generally accepted accounting principles.

(e) For the purposes of this Article:

1. Ordinary Shares to be redeemed shall be treated as existing and taken into account until immediately after the time specified by the General Partner on the relevant Valuation Day and from such time and until paid by the Fund the price therefor shall be deemed to be a liability of the Fund;

2. Ordinary Shares to be issued shall be treated as being in issue as from the time specified by the General Partner on the Valuation Day and from such time and until received by the Fund the price therefor shall be deemed to be a debt due to the Fund;

3. all investments, cash balances and other assets expressed in currencies other than the currency in which the net asset value for the relevant Compartment is calculated shall be valued on the basis of the rate of exchange ruling on the relevant Valuation Day; and

4. where on any Valuation Day the Fund has contracted to:

- purchase any asset, the value of the consideration to be paid for such asset shall be shown as a liability of the Fund and the value of the asset to be acquired shall be shown as an asset of the Fund;

- sell any asset, the value of the consideration to be received for such asset shall be shown as an asset of the Fund and the asset to be delivered shall not be included in the assets of the Fund, provided however, that if the exact value or nature of such consideration or such asset is not known on such Valuation Day, then its value shall be estimated by the Fund.

Art. 12. Frequency and temporary suspension of calculation of the net asset value per Share and/or temporary suspension of issue, conversion and redemption of Shares. With respect to each Class of Shares, the net asset value per Share and the price for the issue, redemption and conversion of Shares shall be calculated from time to time by the Administrative Agent, at least once a year, as further described under the relevant Compartment Supplement.

The General Partner may temporarily suspend the determination of the net asset value per Share of any Compartment and the issue, redemption and conversion of Shares in respect of a given Compartment under the following circumstances:

(a) upon the publication of a notice convening a General Meeting for the purpose of winding-up the Fund;

(b) when the suspension is required by law or legal process;

(c) when the General Partner determines, in its reasonable opinion, that such suspension is in the best interests of Investors;

(d) when for any other reason, the prices of any Investments cannot be promptly or accurately determined;

(e) upon the closure of a Compartment further to a decision of (i) the Shareholders' General Meeting or (ii) the General Partner.

No Share shall be issued, converted or repurchased during such a suspension period. Where possible all reasonable steps will be taken to bring any period of suspension to an end as soon as possible.

All affected Investors and/or Shareholders will be notified immediately of any suspension of the determination of the net asset value, or the reinstatement following a suspension thereof.

Such suspension as to any Compartment or any Class of Shares shall have no effect on the calculation of the net asset value per Compartment or per Share, the issue, conversion and redemption of Shares of any other Class of Shares if the assets within such other Class of Shares are not affected to the same extent by the same circumstances.

Any request for subscription, conversion or redemption will be irrevocable except in the event of a suspension of the calculation of the net asset value, in which case Limited Shareholders may give notice that they wish to withdraw their

application. If no such notice is received by the Fund, such application will be dealt with on the first Valuation Day, as determined for each relevant Compartment, respectively Class of Shares, following the end of the period of suspension.

Under exceptional circumstances that may adversely affect the interests of Shareholders, or in instances of massive redemption applications of one Compartment, the General Partner reserves the right only to determine the share price after having executed, as soon as possible, the necessary sales of securities or other assets on behalf of the Compartment. In this case, subscription, redemption and conversion applications in process shall be dealt with on the basis of the net asset value thus calculated.

Art. 13. Liability of limited partners. The owners of Ordinary Shares are only liable to the extent of their contributions made to the Fund. The holders of Ordinary Shares shall refrain from acting on behalf of the Fund in any manner or capacity other than by exercising their rights as limited Shareholders in general meetings of Shareholders.

Art. 14. Management. The Fund shall be managed by GBF Management S.à.r.l., a company incorporated under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (hereafter the General Partner). The General Partner will be the associé gérant commandité and will be personally, jointly and severally liable towards the Fund for all liabilities which cannot be met out of the assets of the Fund.

The General Partner is vested with the broadest powers to perform all acts of administration and disposition within the corporate purpose of the Fund. All the powers which are not expressly reserved by law or by these Articles to the Shareholders' general meeting are within the power of the General Partner.

The General Partner shall namely have the power on behalf and in the name of the Fund to carry out any and all the purposes of the Fund and to perform all acts and enter into and perform all contracts and other undertakings that it may deem necessary or advisable or incidental thereto.

The General Partner may notably enter into agreements for the provision of their services, delegation of power to them and the determination of their remuneration to be borne by the Fund.

Except as otherwise expressly provided, the General Partner shall have full authority in its discretion to exercise, on behalf of and in the name of the Fund, all rights and powers necessary or convenient to carry out the purposes of the Fund.

Art. 15. Removal of the General Partner. The General Partner may be dismissed in accordance with the provisions of the 1915 Law. In the event of legal incapacity, liquidation or other permanent situation preventing the General Partner from acting as General Partner of the Fund, the Fund shall not be immediately dissolved and liquidated, provided an administrator, who needs not be a Shareholder, is appointed to effect urgent or mere administrative acts, until a general meeting of Shareholders is held, which such administrator shall convene within fifteen (15) days of his/her appointment. At such general meeting, the Shareholders may appoint, in accordance with the quorum and majority requirements for the amendment of these Articles, a successor general partner. Failing such appointment, the Fund shall be dissolved and liquidated. Any such appointment of a successor general partner shall not be subject to the approval of the General Partner.

Art. 16. Authorised signature. The Fund shall be bound towards third parties in all matters by (a) the signature of the sole manager of the General Partner or (b) in case of plurality of managers the joint signatures of any two managers of the General Partner or (c) by the signature(s) of any other person(s) to whom authority shall have been delegated by the board of managers of the General Partner as the General Partner shall determine in its discretion, except that such authority may not be conferred to a Limited Shareholder.

Art. 17. Investment Policy and Restrictions.

17.1 The General Partner, based upon the principle of risk spreading, has the power to determine (a) the investment policy of each Compartment, (b) the currency hedging strategy to be applied to specific Classes of Shares within a Compartment and (c) the course of conduct of the management and business affairs of the Fund, all within the investment powers and restrictions as shall be set forth by the General Partner, in compliance with applicable laws and regulations.

17.2 The General Partner shall also have power to determine any restrictions which shall from time to time be applicable to the investment of the Fund's assets, in accordance with the SIF Law and the Issuing Document including, without limitation, restrictions in respect of the maximum percentage of the Fund's assets which it may invest in any single underlying asset and the maximum percentage of any type of investment which it may acquire. Each Compartment may invest in shares of other Compartments to the extent permitted and at the conditions provided in the SIF Law.

The General Partner, acting in the best interest of the Fund, may decide, in the manner described in the Issuing Document, that (i) all or part of the assets of the Fund or of any Compartment be co-managed on a segregated basis with other assets held by other investors, including other UCIs and/or their compartments, or that (ii) all or part of the assets of two or more Compartments be co-managed amongst themselves on a segregated or on a pooled basis.

Investments in each Compartment may be made either directly or indirectly by the Fund through wholly-owned subsidiaries of the Fund, as the General Partner may from time to time decide. Reference in these Articles to "investments" and "assets" shall mean, as appropriate, either investments made and assets beneficially held directly or investments made and assets beneficially held indirectly through the aforesaid subsidiaries.

The Fund is authorized to use any techniques and instruments relating to transferable securities, currencies or any other financial assets or instruments in the context of its investment policy or for the purpose of hedging or efficient portfolio management.

Art. 18. Alternative Investment Fund Manager (AIFM). The Fund may, under the conditions and within the limits laid down by Luxembourg laws and regulations, and in particular the SIF Law and the AIFM Law, either appoint an external AIFM in order to carry out the functions described in annex I of the AIFM Law, or remain self-managed.

Details regarding the appointment of the external AIFM or the self-managed structure (as the case may be) will be set out in the Issuing Document.

Art. 19. Conflict of Interests. In the event that any manager or officer of the General Partner or of the AIFM may have in any transaction of the Fund an interest opposite to the interests of the Fund, such manager or officer shall make known to the General Partner and/or the AIFM such opposite interest and shall not consider or vote on any such transaction, and such transaction and such manager's or officer's interest therein shall be reported to the next succeeding Shareholders' general meeting.

The term «opposite interest», as used in the preceding sentence, shall not include any relationship with or without interest in any matter, position or transaction involving any person, company or entity as may from time to time be determined by the General Partner in its discretion.

The foregoing provisions are not applicable where decision of the AIFM or of the board of managers of the General Partner relate to day-to-day transactions that are entered into on an arm's length basis.

A conflict of interest policy has been put in place within the Fund. Any situation in which a conflict of interest may arise within the Fund will be managed in compliance with such conflict of interest policy.

Art. 20. General Meetings of Shareholders.

20.1 General Meeting of the Fund

Any regularly constituted meeting of Shareholders of the Fund shall represent the entire body of Shareholders of the Fund. Any Shareholders' general meeting will have the broadest powers to order, carry out or ratify acts relating to the operations of the Fund, including on matters specified in the Issuing Document and these Articles, provided that any resolution shall be validly adopted only if approved by the General Partner.

Unless otherwise provided in the 1915 Law or these Articles, resolutions at a Shareholders' general meeting duly convened will be passed by a simple majority vote of the Shares present or represented and voting at such Shareholders' general meeting and the consent of the General Partner.

Any resolution of a Shareholders' General Meeting with the effect of amending these Articles must be passed with (a) a presence quorum of fifty (50) per cent of the subscribed share capital (at the first call; being understood that no quorum requirement will apply at the second call if the quorum is not reached at the first call), (b) the approval of a majority of two-thirds (2/3) of the subscribed share capital present or represented and voting at the Shareholders' General Meeting and (c) the consent of the General Partner.

The annual Shareholders' general meeting is held every year at the Fund's registered office or at any other address in Luxembourg as indicated in the convening notice on the [fifteenth day of the month of June at 10.00 a.m.] (Luxembourg time). If this date is not a Business Day, the annual Shareholders' General Meeting will be held on the next following Business Day.

At Shareholders' general meetings, each Shareholder has the right to one vote for each whole Share held, subject to the limitations imposed by the Issuing Document and the Articles. In the case of a joint holding, only the first named Shareholder may vote.

The General Partner may convene a general meeting at any time by sending a convening notice setting forth the agenda sent at least eight (8) days before the meeting to each registered Shareholder at the Shareholder's address in the Register. Pursuant to the 1915 Law, a general meeting may be convened within a period of one (1) month, if Shareholders representing one-tenth (1/10) of the subscribed share capital require it in writing, with an indication of the agenda.

One or more Shareholders representing at least one tenth (1/10) of the subscribed share capital may require the entry of one or more items on the agenda of any General Meeting. This request must be addressed to the Fund at least 5 (five) days before the relevant General Meeting.

All the Shares of the Fund being in registered form, the convening notices shall be made by registered letters only.

If all Shareholders are present or represented and consider themselves as duly convened and informed of the agenda, the general meeting may take place without notice of meeting.

Each Share of whatever Class is entitled to one vote.

A Shareholder may act at any general meeting by appointing another person (who need not be a Shareholder and may be a manager of the General Partner) as his/her/its proxy in writing whether in original, by telefax, or e-mail to which an electronic signature (which is valid under Luxembourg law).

The General Partner may determine any other condition that must be fulfilled by the Shareholders in order to attend a general meeting.

20.2 General Meeting in a Compartment or in a Class of Shares The Shareholders of a specified Compartment may, at any time, hold general meetings in order to deliberate on a subject which concerns their Compartment only.

The paragraphs 2,5,6,7,8,9,10,11 and 12 under article 20.1 above are applicable.

Art. 21. Auditors. The accounting information contained in the annual report of the Fund shall be examined by an independent auditor (réviseur d'entreprises agréé) appointed by the Shareholders' general meeting and remunerated by the Fund.

The independent auditor shall fulfil all duties prescribed by the SIF Law.

Art. 22. Fiscal year - Accounts. The Fiscal Year will begin on 1 January of each year and terminate on 31 December of the same year.

The accounts of the Fund shall be expressed in euro.

Art. 23. Distributions. The right to dividends or distributions with respect to each Class of Shares are determined by the General Partner and further described in the Issuing Document.

Distributions, if any shall be made, at the discretion of the General Partner, i.a., by means of dividends, return of share premium (if any), or, as the case may be, by the redemption of Shares, as further described in the Issuing Document.

Payments of distributions to Shareholders shall be made to such Shareholders at their addresses in the Register.

Distributions may be paid in such currency and at such time and place that the General Partner shall determine from time to time.

The General Partner may decide to distribute stock dividends in lieu of cash dividends upon such terms and conditions as may be set forth by the General Partner.

Any distribution that has not been claimed within five years of its declaration shall be forfeited and revert to the relevant Class or Classes of Shares issued in respect of the relevant Compartment.

No interest shall be paid on a dividend declared by the Fund and kept by it at the disposal of its beneficiary.

All distributions will be made net of any income, withholding and similar taxes payable by the Fund, including, for example, any withholding taxes on interest or dividends received by the Fund and capital gains taxes, withholding taxes on the Fund's investments.

Art. 24. Dissolution and Liquidation of the Fund. As per the SIF Law, whenever the share capital falls below two-thirds (2/3) of the minimum share capital indicated in Article 5 hereof, the question of the dissolution of the Fund shall be referred to the general meeting of Shareholders by the General Partner. The general meeting, for which no quorum shall be required, shall decide by simple majority of the validly cast votes at the meeting and with the consent of the General Partner.

As per the SIF Law, the question of the dissolution of the Fund shall further be referred to the general meeting of Shareholders whenever the share capital falls below one-fourth (1/4) of the minimum share capital set by Article 5 hereof; in such an event, the general meeting shall be held without any quorum requirements and the dissolution may be decided at the majority of one fourth (1/4) of the validly cast votes at the general meeting and with the consent of the General Partner.

The general meeting must be convened so that it is held within a period of forty (40) days from ascertainment that the net assets of the Fund have fallen below two-thirds (2/3) or one-fourth (1/4) of the minimum share capital indicated in Article 5 hereof, as the case may be.

The Fund may be dissolved by a resolution of the Shareholders' general meeting subject to the quorum and the majority requirements referred to in Article 26 below.

In the event of a voluntary liquidation, the Fund shall, upon its dissolution, be deemed to continue to exist for the purposes of the liquidation. The operations of the Fund shall be conducted by one or several liquidators, who, after having been approved by the CSSF, shall be appointed by a General Meeting, which shall determine their powers and compensation.

Should the Fund be voluntarily liquidated, then its liquidation will be carried out in accordance with the provisions of the SIF Law and the 1915 Law. The liquidation report of the liquidators will be audited by the auditor of the Fund or by an ad hoc external auditor appointed by the General Meeting.

If the Fund were to be compulsorily liquidated, the provisions of the SIF Law will be exclusively applicable.

The issue of new Shares by the Fund shall cease on the date of publication of the notice of the general meeting, to which the dissolution and liquidation of the Fund shall be proposed. The proceeds of the liquidation of the Fund, net of all liquidation expenses, shall be distributed by the liquidators among the holders of Shares in each Class in accordance with their respective rights. The amounts not claimed by Shareholders at the end of the liquidation process shall be deposited, in accordance with Luxembourg laws, with the Caisse de Consignation in Luxembourg until the statutory limitation period has lapsed.

The eventual waiver of the provisions of these Articles can only be made by unanimous resolution of the Shareholders and with the prior agreement of the CSSF.

Art. 25. Termination of Compartments or Classes of Shares and Merger. Each Compartment may be created for an unlimited period or for a fixed period. Any Compartment created for a fixed period will terminate automatically on its maturity date.

If the net assets of a Compartment or a Class of Shares within a Compartment have decreased to, or have not reached, an amount determined by the Fund to be the minimum level for such Compartment to be operated in an economically efficient manner or if a change in circumstances relating to the Compartment concerned would justify, the General Partner may, in the best interest of the Limited Shareholders, decide to close such Compartment or such Class of Shares, or to redeem all the Ordinary Shares of the relevant Class or Classes at the net asset value per Share (taking into account actual realization prices of investments and realization expenses) calculated on the Valuation Day at which such decision shall take effect.

Limited Shareholders of the relevant Class(es) of Shares will be notified by the Fund of any decision to close the relevant Class(es) of Shares prior to the effective date of the compulsory redemption and the notice will indicate the reasons for, and the procedures applicable to, the compulsory redemption.

Assets which cannot be distributed to their beneficiaries upon the implementation of the redemption concerned will be deposited with the Custodian for a period of six (6) months starting at the decision to redeem. Such period could be extended, with the CSSF's prior approval, in special circumstances. After such time, the assets will be deposited with the Caisse des Consignation on behalf of their beneficiaries.

As soon as the decision to wind up a Compartment is taken, the issue of Shares in respect of that Compartment is prohibited and shall be deemed void.

All redeemed Ordinary Shares may be cancelled.

The Fund or, as the case may be, the general meeting of Shareholders, may decide to terminate one Compartment by contributing its assets and liabilities into another existing or new Compartment or into another existing or new collective investment scheme or an assimilated entity.

The General Partner or, as the case may be, the general meeting of Shareholders may also organise the merger of two or more Compartments into an existing or a new Compartment.

The General Partner may also organize the merger of two or more Classes of Shares within a Compartment.

In case of the merger of two or more Compartments into an existing or a new Compartment, each current Shareholder will receive a one month's prior notice from the General Partner informing them of the contemplated change and allowing them to redeem their Ordinary Shares, free of charge in case they do not agree with the relevant change. The same rule shall mutatis mutandis apply in case of the merger of two or more Classes of Shares within a Compartment.

All the Limited Shareholders concerned will be informed in the same manner as described in the second paragraph of this Article. Nonetheless, the Limited Shareholders of the absorbed Compartment(s) shall be offered the opportunity to redeem their Ordinary Shares free of charge during a month period starting as from the date on which they have been informed of the decision of merger.

The liquidation of the last remaining Compartment will result in the liquidation of the Fund.

Art. 26. Amendments to the Articles. These Articles may be amended by a Shareholders' general meeting, subject to the quorum and majority requirements provided in Article 20 paragraph 3 herein and the consent of the General Partner.

Art. 27. Custodian. The Fund shall enter into a custodian bank agreement with a bank or savings institution, as defined by the law of April 5, 1993 on the financial sector, as amended (the Custodian) which shall satisfy the requirements and fulfil the duties and responsibilities of the SIF Law. The fees payable to the Custodian will be determined in the custodian bank agreement.

In the event the Custodian desires to retire, the General Partner shall use its best endeavours to find a successor custodian within two (2) months of the effectiveness of such retirement. The General Partner may terminate the appointment of the Custodian but shall not remove the Custodian unless and until a successor custodian shall have been appointed in accordance with this provision to act in place thereof.

Art. 28. Applicable law. All matters not governed by these Articles shall be determined in accordance with the SIF Law and the 1915 Law.

Transitory provisions

- 1) The first financial year will begin on the date of the incorporation of the Company and will end on 31st December 2014.
- 2) The first annual general meeting of Shareholders will be held in 2015.

Subscription and payment

The initial share capital of the Company, respectively GBF SICAV-SIF - Ginkgo Biloba Fund (the "Compartment") is fixed at thirty one thousand Euro (EUR 31,000) represented by one (1) Management Share and three hundred nine (309) Ordinary Shares, without par value.

The share capital of the Company, respectively the Compartment, is subscribed as follows:

Name of Subscribers	Number of subscribed shares
GBF Management S.à r.l.	1 Management Share
Bruno Barbier	309 Ordinary Shares

All the shares of the Company, respectively the Compartment, so subscribed have been fully paid-up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

Declaration

The undersigned notary herewith declares having verified the existence of the conditions enumerated in article 20-1 of the Company Law and expressly states that they have been fulfilled.

Estimate of costs

The costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation, are estimated at about EUR 2,500.-(two thousand five hundred Euros).

Resolutions of the shareholders

Immediately after the incorporation of the Company, the above-named persons, representing the entirety of the subscribed capital, held a general meeting of shareholders, and acknowledging being validly convened, passed the following resolutions:

1. The initial capital of thirty one thousand Euro (EUR 31,000) has been fully paid-up in cash, proof of which has been duly given to the undersigned notary.

2. The registered office of the Company is set at 14, Porte de France L-4360 Esch-sur-Alzette, Grand-Duchy of Luxembourg.

3. The following is elected as independent auditor (“Réviseur d’Entreprises Agréé”) of the Company for a term to expire at the close of the annual general meeting of Shareholders which shall deliberate on the annual accounts of the Company as at 31st December 2014:

- Fidewa Clar S.A., 2-4 rue du Château d’Eau, L-3364 Leudelange, Grand-Duchy of Luxembourg

The undersigned notary, who understands and speaks English, herewith states that on request of the above appearing parties, this deed is worded in English followed by a French translation; at the request of the same appearing parties and in case of divergences between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, this notarial deed is drawn up, on the date named at the beginning of this deed.

The document having been read to the proxy holder of the appearing parties, said proxy holder signed together with the notary the present deed.

Signé: BUISINE, ARRENSDORFF.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils, le 21 février 2014. Relation: LAC / 2014 / 8275. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur (signé): THILL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Luxembourg, le 7 mars 2014.

Référence de publication: 2014035357/674.

(140040468) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 7 mars 2014.

Aquarius International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1325 Luxembourg, 3, rue de la Chapelle.

R.C.S. Luxembourg B 139.402.

L’an deux mille treize, le neuf décembre

Par-devant Maître Blanche MOUTRIER, notaire de résidence à Esch-sur-Alzette (Grand-Duché de Luxembourg), soussignée.

S’est réunie

l’assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme AQUARIUS INTERNATIONAL S.A., une société ayant son siège social au 3, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg, inscrite au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, section B numéro 139.402, constituée suivant acte reçu par Maître Jean SECKLER, notaire de résidence à Junglinster (Grand-Duché de Luxembourg) en date du 4 juin 2008 publié au Mémorial C n°1655 du 4 juillet 2008.

La séance est ouverte sous la présidence de Maître Marianne GOEBEL, avocat, demeurant à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Maître Eric PRALONG, avocat, demeurant à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Maître Nicola DI GIOVANNI, avocat, demeurant à Luxembourg.

Madame la présidente déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre des actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire soussigné. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II.- Qu'il résulte de cette liste de présence que 310 actions représentant l'intégralité du capital social, sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour.

III.- Que l'ordre du jour de l'assemblée est le suivant:

Ordre du jour

1. Dissolution et liquidation de la société.
2. Nomination d'un liquidateur de la société.
3. Détermination des pouvoirs conférés au liquidateur.
4. Divers.

Après en avoir délibéré, l'assemblée générale a pris à l'unanimité les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée décide de dissoudre la société et de la mettre en liquidation.

Deuxième résolution

L'assemblée décide de nommer comme liquidateur de la société Madame Marianne GOEBEL, demeurant à 3, rue de la Chapelle, L-1325 Luxembourg.

Troisième résolution

Le liquidateur est investi des pouvoirs les plus larges pour l'exercice de sa mission, notamment ceux prévus aux articles 144 à 148 de la loi luxembourgeoise du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales telle que modifiée.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée.

DONT ACTE, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite et interprétation donnée au comparant, connu du notaire par nom, prénom usuel, état et demeure, il a signé le présent procès-verbal avec le notaire.

Signé: GOEBEL, GIOVANNI, PRALONG, MOUTRIER.

Enregistré à Esch/Alzette Actes Civils, le 10/12/2013. Relation: EAC/2013/16130. Reçu douze euros 12,00 €.

Le Receveur ff. (signé): HALSDORF.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à des fins administratives.

Esch-sur-Alzette, le 20/12/2013.

Référence de publication: 2014034447/50.

(140039753) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

Monterey Holdings I Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 9.241.825,00.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1-3, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 109.057.

Il résulte d'un contrat de rachat de parts sociales daté du 3 mars 2014 et effectif à la même date (le «Contrat de Rachat») que la Société a procédé au rachat des parts sociales, tel que suit:

- de 11.356 parts sociales détenues par la société Dory 1 S.à r.l., une société à responsabilité limitée au capital social de EUR 52.200, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 110296.

- de 8.993 parts sociales détenues par la société Dory 1 (NFR) S.à r.l., une société à responsabilité limitée au capital social de EUR 36.425, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 116773.

- de 12.439 parts sociales détenues par la société Dory 2 S.à r.l., une société à responsabilité limitée au capital social de EUR 44.225, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 110297.

- de 18.684 parts sociales détenues par la société Dory 3 S.à r.l., une société à responsabilité limitée au capital social de EUR 70.050, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 110298.

- de 12.123 parts sociales détenues par la société Dory 4 S.à r.l., une société à responsabilité limitée au capital social de EUR 42.450, ayant son siège social au 20, rue de la Poste, L-2346 Luxembourg, et enregistrée auprès du Registre du Commerce et des Sociétés sous le numéro B 110299.

Suite à ce Contrat de Rachat le capital social de la Société a été détenu de la manière suivante:

Associés	Parts Sociales détenues dans le capital social de Monterey Holdings I S.à r.l.
Terra Firma Deutsche Annington LP	99.315
Terra Firma Deutsche Annington II LP	44.362
Terra Firma Deutsche Annington III LP	55.969
Terra Firma Deutsche Annington IV LP	87.597
Terra Firma Deutsche Annington V LP	82.430
Monterey Holdings I S.à r.l.	63.595
TOTAL	433.268

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 5 mars 2014.

Un mandataire

Référence de publication: 2014034844/45.

(140039578) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 mars 2014.

BO & Mian Properties S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 10A, rue Henri M. Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 145.974.

Les comptes annuels au 31.12.2012 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

FIDUO

Référence de publication: 2014035781/10.

(140040616) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.

Canaccord Genuity Wealth (Luxembourg) S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1528 Luxembourg, 1, boulevard de la Foire.

R.C.S. Luxembourg B 141.357.

Il résulte des résolutions prises par l'actionnaire unique de la société en date du 2 janvier 2014 que Monsieur Andrew Courtney démissionne de son poste d'administrateur avec effet immédiat et que Monsieur Wayne Martel né le 19 Septembre 1974 à Guernsey (Guernesey) et résidant 1, Arganchy, Sous les Coutils, Vazon Castel, Guernsey GY5 7EZ (Guernesey) a été nommé en remplacement de l'administrateur démissionnaire avec effet immédiat et ce pour une durée de six ans.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Fait à Luxembourg, le 4 mars 2013.

Référence de publication: 2014035788/14.

(140041098) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 10 mars 2014.